

AHMED BENSAËDA REVIENT SUR LES NON-DITS DE L'AFFAIRE RADIO M

« Les saltimbanques du Hirak frelaté et la guerre de 4^e génération »

P 2

AVEC UN EFFET
RÉTROACTIF
DÈS JANVIER

**Les nouveaux
salaires versés
mars prochain**

P 6

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Vendredi 6 - samedi 7 janvier 2023 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5733 - 19^e année

ÉQUIPE NATIONALE



**Belmadi
prolongé
jusqu'en
2026**

P 16

PAS D'IMPUNITÉ POUR LES
RESPONSABLES DU "MAROCGATE"

La gifle de Borrell à Bourrita

GAZODUC TRANSSAHARIEN

Le projet marocain tombe à l'eau

LIRE EN PAGE 3



Ph : DR

SAÏHI ANNONCE
DES PROJETS

**Un CHU à Sétif
et trois pôles
sanitaires à Illizi**

P 16

PALESTINE



**Mahmoud Abbas
exige
la libération de
tous les détenus**

P 3

HIPPODROME ABDELMADJID
AOUCHICHE - ALGER,
CET APRÈS-MIDI À 15H30

**Nour Echams,
Cheikh El Arabe
et Rikhtal
El Hidhab, trio
de charme**

P 14

ILS PASSENT AUX AVEUX DANS UNE VIDÉO DIFFUSÉE PAR LA DGSN

Les relais d'Abdou Semmar tombent à Alger

P 4

AHMED BENSÂADA REVIENT SUR LES NON-DITS DE L'AFFAIRE RADIO M

« Les saltimbanques du Hirak frelaté et la guerre de 4^e génération »

Dans une contribution rendue publique ce 5 janvier, l'expert en questions géopolitiques, Ahmed Bensaâda, fait une profonde immersion dans l'affaire de la mise sous scellés de Radio M pour divulguer à l'opinion publique les tenants et les aboutissants.

Par Ahmed Bensaâda

La mise sous scellés de Radio M et l'arrestation de son directeur a provoqué la sortie de tous les saltimbanques du Hirak frelaté! On les croyait disparus, avachis dans un lointain recoin du cyberspace ou ayant finalement décidé de faire quelque chose d'intéressant pour eux-mêmes, pour leur pays voire pour l'humanité (pourquoi ne pas rêver en ce début d'année?). Mais non, ils se sont réveillés d'un sommeil médiatique abyssal. Ils sont sortis accompagnés d'un tintamarre assourdissant de slogans aussi creux que des calebasses en plastique et d'un charivari d'arguments aussi vides que fallacieux. « Glou, Glou, Glou », comme disait si bien un de mes professeurs de collège.

On a eu droit à des journalistes au verbiage filandreuse dont l'épaisseur des idées relève de la nanotechnologie, des « droitdelhomistes » aussi ridicules que des épouvantails sur une terre aride et, surtout, des « liberté-d'expressionnistes » aussi faux que les dents blanches d'une poupée de cire.

Évidemment, je n'ai pas été épargné par les attaques nauséabondes. Mais venant de ces saltimbanques à l'argumentation très primaire, cela m'aurait fait sourire si la situation n'avait pas été si grave. Comment se fait-il qu'après 60 ans d'indépendance, l'Algérie ne possède pas une classe journalistique de qualité, capable de débattre avec sérénité et respect de sujets sérieux? Comment se fait-il que l'école algérienne ait produit une tribu médiatique consanguine essentiellement concentrée à Alger? Une tribu foncièrement inféodée aux intérêts étrangers qui se regarde le nombril à longueur de journée et qui, lorsqu'il lui arrive de relever la tronche, balaie du revers de la main tout ce qui dérange leur misérable business.

Les soutiens de Radio M

Manifestement, cette tribu collaborative bénéficie d'une puissante protection étrangère, celle que l'on doit bien sûr à ses affidés lorsqu'ils sont pris la main dans le sac. Il faut comprendre que ces mésaventures politico-judiciaires sont, d'autre part, une aubaine pour les professionnels de la guerre de quatrième génération (G4G). Cette technique propre à la guerre médiatique contre un pays ciblé permet de diaboliser une institution, un gouvernement ou un pays en brandissant à bout de bras les étendards « fake » des droits de l'homme, de la liberté d'expression voire de la liberté tout court. Une porte d'entrée pour d'autres accusations allant de la dictature à la tyrannie en passant par le népotisme.

Mais cela n'est pas suffisant. La diabolisation de l'ennemi doit nécessairement s'accompagner de la sanctification du protégé en jouant sur la corde du pathos tout en dissimulant ou minimisant celle du logos. En effet, quoi de plus pathétique que l'emprisonnement d'un honnête et intègre journaliste ou la fermeture d'un média professionnel respectant les règles de la déontologie du métier? Sans oublier de mettre l'accent sur ces familles privées de revenus à cause de cette situation. La défense de « la veuve et l'orphelin » avec un zeste de trémolo, quoi de plus pathétique? Ça arracherait des larmes à une statue, n'est-ce pas?

Mais, attention : pas un mot sur les causes objectives qui ont mené à cette arrestation-fermeture, ni aux faits et documents qui prouvent les pratiques délictueuses interdites par la loi.

Qu'on se le dise une fois pour toute : bien que je sois personnellement, et par principe, contre l'emprisonnement des



journalistes dans l'exercice de leur fonction, Radio M aurait dû être fermée en 2014 (et non en 2022!), date de son financement par Canal France International (CFI), un organisme français financé par le Quai d'Orsay.

Comme on peut le voir dans l'organigramme ci-dessus, CFI est aussi relié aux médias étatiques français. Pour plus de détails et pour consulter les références, le lecteur est invité à lire mon article détaillé sur le sujet [1].

Dans sa mission de financement douteux des médias dans des pays ciblés, CFI collabore directement ou avec des organisations ayant de solides relations avec des organismes américains, experts dans l'« exportation » de la démocratie « made in USA » : USAID (Agence des États-Unis pour le développement international), NED (National Endowment for Democracy), NDI (National Democratic Institute) et Open society de G. Soros [2].

LES PARTENAIRES DE CFI

Lors de la divulgation des projets retenus par CFI en juillet 2014, les participants (dont Radio M) ont bénéficié d'une formation assurée par BBC Media Action [3].

BBC Media Action a été fondé en 1999 par la BBC. Il s'agit d'un organisme analogue au CFI qui est, lui aussi, financé par le ministère des Affaires étrangères britannique (Foreign and Commonwealth Office) et, comme par hasard, par l'USAID (entre autres) [4].

En résumé, les entités qui gravitent autour du programme de financement de Radio M sont, en majorité, françaises, étasuniennes ou britanniques. Après ce tour d'horizon, on peut donc aisément prédire la liste de celles qui sont susceptibles de défendre l'existence et la pérennité de ce média « barbouze ».

- En voici quelques exemples : Rappelons que Le Monde Afrique est également financé par l'Open Society de G. Soros.

LE JOURNAL LE MONDE EST FINANCÉ PAR L'OPEN SOCIETY DE GEORGE SOROS

Nous constatons ainsi que les titres des articles sont si éloquentes, qu'il n'est même pas nécessaire de les lire pour comprendre qu'ils sont à charge contre « l'Algérie » et que le journaliste et sa radio sont des victimes de la « dictature ». Mais vous aurez remarqué que tous ces articles proviennent de médias étatiques français ou britanniques qui sont directement ou indirectement liés au financement de Radio M.

Ils ne vont certainement pas étaler au grand jour leur implication ni le but de leur financement. Ni dire que si l'inverse se serait passé dans un de ces pays, c'est-à-dire que l'Algérie finance un média qui dénigre systématiquement le pays d'accueil, ce média serait banni et son propriétaire accusé d'intelligence avec une puissance étrangère.

Mais ces donneurs de leçons qui sont si loquaces quand il s'agit de « l'Algérie », pourquoi se taisent-ils lorsque des médias russes professionnels, employant des journalistes occidentaux, ont été fermés manu-militari par leurs pays? Ces pays ne seraient-ils pas des dictatures?

Peuvent-ils nous expliquer égale-

ment pourquoi ils sont si inaudibles dans le dossier Julian Assange qui se meurt à petit feu dans une prison britannique en attente d'une extradition vers les États-Unis, pays expert dans les chaises électriques. Le Royaume-Uni et les États-Unis ne seraient-ils pas des « dictatures »?

Et pourquoi ne se sont-ils pas émus lorsque la journaliste Shirine Abou Akleh fut assassinée à bout portant par l'armée israélienne et n'ont-ils pas traité l'État hébreu de « dictature »? Non, ils continuent à le désigner comme un « phare démocratique ».

Et que peuvent nous dire ces médias mainstream sur la convocation de journalistes français par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSJ)? Où sont passés les sacro-saints droits de l'homme et liberté d'expression?

Il faut se rendre à l'évidence, comme le dit si bien Pierre Rimbert [5], « la liberté d'expression est un bien trop précieux pour être partagé avec nos adversaires, n'est-ce pas ? ».

En plus de la diabolisation de l'ennemi et de la sanctification du protégé, la technique de G4G repose sur un autre travers de l'information mainstream occidentale : la circulation circulaire de l'information chère à Pierre Bourdieu. Les articles sur « l'affaire Radio M » pondus par ceux qui financent et protègent ce média sont repris sans aucune vérification, ni investigation supplémentaire. Si l'appareil médiatique étatique français le dit, c'est que c'est vrai, non?

Aux États-Unis, le « célèbre » New York Times (NYT), grand défenseur de l'« exportation » de la démocratie et du « printemps » arabe, s'est mis aussi de la partie en utilisant la même rhétorique et les mêmes poncifs dans l'affaire Radio M : « L'Algérie sévit contre le dernier média indépendant restant » [6].

Le quotidien ne s'est pas posé la question de l'indépendance des médias, par exemple, lorsqu'il s'est impliqué jusqu'au cou dans la croisade menée, sous de honteux faux prétextes, par l'administration Bush fils contre l'Irak [7]. Cela n'a fait que quelques centaines de milliers de morts, n'est-ce pas? Irakiens, bien sûr.

Plus récemment, ce même NYT n'a pas hésité à donner un sérieux coup de main à l'élection de Joe Biden en dénigrant une sérieuse investigation du New York Post incriminant Hunter Biden, le fils de l'actuel locataire de la Maison Blanche. Cette enquête aurait pu sérieusement nuire au candidat Biden mais, « quelques semaines seulement avant l'élection présidentielle le New York Times faisait partie des institutions puissantes qui ont ignoré, minimisé ou supprimé l'histoire » [8].

Alors, quid de l'indépendance de la presse, de la déontologie et de la liberté d'expression? Elles peuvent être mises en veilleuse de temps à autres pour donner un coup de pouce aux « amis »?

Alors, de grâce, taisez-vous et ne venez pas nous donner des conseils sur des principes que vous bafouez allègrement quand ça fait vos affaires!

RADIO M ET L'ÉTHIQUE JOURNALISTIQUE

Contrairement à ce qui est annoncé dans les articles cités précédemment

(et bien d'autres qu'il serait fastidieux d'analyser dans ce travail), Radio M n'est pas un média libre et ne respecte nullement l'éthique journalistique basique pour de nombreuses raisons :

1- Radio M n'invite à ses émissions que les personnes qui épousent son point de vue et ceux de ses affidés. Il s'agit d'un journalisme « consanguin » qui ne produit que des débats stériles et une inévitable dégénérescence intellectuelle. En ce sens, ce média utilise les techniques des médias mainstream occidentaux qui le soutiennent. En effet, il n'y a qu'à regarder leur couverture médiatique du conflit russo-ukrainien : biaisée, partielle et malhonnête, elle donne une piètre idée du journalisme de ces pays donneurs de leçons;

2- Durant toute la période du Hirak, Radio M et les personnes invitées étaient toutes pour la fameuse « phase de transition », solution qui était loin de faire l'unanimité au sein de la population;

3- Radio M a été la tribune, voire l'organe de presse « officiel » de la « confrérie » des ténors autoproclamés [9] du Hirak;

4- Les personnes qui m'ont basement attaqué, dénigré et insulté dans des articles ou sur les médias sociaux (sans m'avoir lu pour la plupart) ont été régulièrement invités par Radio M. En fait, il s'avère que Radio M est un membre (influent) de la tribu des journalistes dont je parlais dans l'introduction de cet article.

5- Personnellement, je n'ai jamais été invité par Radio M, même après avoir écrit des dizaines d'articles et un livre sur le Hirak. Au contraire, j'ai été insulté et tourné en dérision « live » et en présence des « ténors »;

6- Mes articles et mon livre sur le Hirak n'ont jamais été abordés dans aucune des émissions de Radio M, ni aucune recension même pour en critiquer le contenu. Par contre, Radio M a utilisé un des principes de propagande de guerre : la diabolisation de l'auteur en le traitant de « barbouze ». Il est quand même stupéfiant de traiter de « harki » un citoyen qui donne des conférences aux principales institutions de son pays pour éviter un effondrement de la nation et de « moudjahid » un journaliste qui reçoit des subsides d'une puissance étrangère pour dénigrer son pays. C'est exactement ce que font les flagorneurs de Radio M et de son patron qui veulent ériger une statue en bronze à ce dernier dans le panthéon du journalisme mondial. Aveuglés par les épithètes élogieuses, ils ne se rendent même pas compte que Radio M et son moustachu de patron ne sont qu'une arme dans l'arsenal de la G4G dont on se débarrassera une fois l'obsolésence constatée;

7- Radio M est un média qui pratique la technique du « Manchar » (« scie » en arabe), c'est-à-dire le dénigrement et le rabaissement systématique de tout ce qui touche à l'Algérie, du point de vue social, politique, économique, etc. Pour ce média et ses thuriféraires, il n'y a rien de bon en Algérie et ceux qui disent le contraire doivent être ignorés, combattus, voire décredibilisés en les traitant de « collaborateurs du DRS », « agents du gouvernement », « mercenaires à la solde du système », etc.

MISÈRE DE L'ARGUMENTATION RACHITIQUE

Malgré le silence radio (excusez le jeu de mot facile) de la part de Radio M à la suite de la publication de mon article sur sa « barbouzerie » [10], de nombreux membres de la tribu des journalistes se sont chargés d'en prendre la défense.

Il y a ceux qui, par réflexe pavlovien et sans lire mon article, m'ont traité de complotiste, de mercenaire à la solde « du système », etc. : le niveau zéro de l'argumentation.

D'autres sont passés à l'étape suivante, c'est-à-dire à réfuter la thèse du financement étranger de Radio M, mais sans argumentation aucune.

Mais devant une documentation incontestable, il fallait trouver quelque chose de plus convaincant. C'est comme cela qu'une argumentation saugrenue est apparue : celle de dire que si le gouvernement algérien (ou un autre organisme étatique) reçoit des

subventions de l'étranger, il n'y a aucun mal à ce que Radio M en reçoive.

Tout d'abord, il n'y a aucune comparaison à faire entre les deux cas car, pour le premier, il s'agit de relations d'État à État, consignés dans des conventions et textes officiels.

Dans le cas de Radio M - ainsi que pour toutes les ONG algériennes qui reçoivent des subventions étrangères -, quatre questions doivent être posées : Qui finance? Qui est financé? Dans quel but est-il financé? À quoi a servi le financement?

1- Qui finance?

En ce qui concerne Radio M, le financement provient du ministère des Affaires étrangères français, donc directement d'une institution officielle du gouvernement français.

2- Qui est financé?

Radio M a été créée au sein d'un groupe médiatique implanté en Algérie. Ce type de groupe est ciblé pour son potentiel d'influence dans la société dans le cadre des G4G.

3- Dans quel but est-il financé?

Selon la description fournie par « Ebticar Media », Radio M est un « projet présenté par la société Interface Media qui vise à combler le déficit d'information indépendante en Algérie » [11].

Le flou volontairement saupoudré dans cette phrase est clarifié dans la description d'un projet syrien faisant partie des onze retenus par « Ebticar Media » en 2014 (dont Radio M). Rappelons qu'en cette année, l'Algérie avait échappé aux sirènes du « printemps » arabe alors qu'en Syrie, la guerre avait malheureusement ensanglanté le pays.

Le projet syrien, nommé « New Syrian Voices » est décrit comme suit [12] :

« La répression des médias imposée dans le contexte autoritaire syrien et le conflit prolongé ont conduit au développement du journalisme citoyen dans le pays, seule possibilité de produire des informations indépendantes sur les villes et villages assiégés. Dans cette situation, New Syrian Voices, le projet présenté par i2mind, DKB Productions et un groupe de citoyens syriens indépendants, vise à capturer la réalité syrienne à travers des reportages de qualité - actuellement disparus dans l'information et le chaos idéologique générés par le régime de Bachar El-Assad - alliant précision et innovation afin d'attirer également l'attention des médias internationaux ».

Il suffit juste de remplacer les termes relatifs à la Syrie par d'autres se référant à l'Algérie pour comprendre le but du financement de Radio M.

4- À quoi a servi le financement?

Comme expliqué précédemment, Radio M a été une tribune pour les « ténors autoproclamés » du Hirak et, surtout, le porte-voix exclusif de la « phase de transition » au détriment de l'option constitutionnelle. Cette « période transitoire » qui aurait amalgamé des groupes aussi antagonistes que les ONGistes occidentophiles, les islamawistes offshore et les makistes séparatistes aurait inévitablement conduit le pays vers le chaos et la ruine.

À ce sujet, il est utile de rappeler que les médias mainstream occidentaux, ceux-là mêmes qui soutiennent actuellement Radio M, étaient tous, et sans exception, pour la « phase de transition » et ceux qui la prônait.

À la lumière de toutes ces informations, il va sans dire que Radio M aurait été fermée dans n'importe quel pays du monde, y compris dans cet Occident donneur de leçons qui use avec dextérité de la notion de liberté d'expression à géométrie variable.

En conclusion, force est de constater que l'Algérie subit actuellement une G4G avec une puissance de tir digne d'un Blitzkrieg.

Nom de l'opération? « Sauvez le soldat « barbouze » ».

En : https://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=623:2023-01-05-05-15-10&catid=46:printemps-arabe&Itemid=119

PAS D'IMPUNITÉ POUR LES RESPONSABLES DU "MAROCGATE"

La gifle de Borrell à Bourita

Décidément, les beaux jours ne sont pas annoncés pour la diplomatie marocaine qui se retrouve coincée de toutes parts et qui continue, ces derniers temps, de collectionner « les râteaux », pour paraphraser le langage populaire des ados.



PH : DR

Le dernier camouflet en date, est venu du Haut représentant de l'Union européenne (UE) pour les Affaires étrangères, Josep Borrell, a prévenu jeudi qu'il ne peut y avoir d'impunité face au scandale de corruption au Parlement européen où le Maroc est impliqué. Cette mise au point est venue refroidir les ardeurs de Bourita, le ministre des Affaires étrangères du commandeur des croyants qui avait agité le bâton de la menace en affirmant que les deux parties, son pays et l'Union européenne doivent protéger les relations communes aujourd'hui la cible d'une campagne médiatique visant à les chahuter. Rien que ça pour ce Mokhazni zélé qui croyait naïvement que l'Europe allait mettre en péril le crédit de ses institutions pour protéger le Maroc. Josep Borrell a affirmé, au cours d'une conférence à Rabat que : "La position de l'UE est claire, il ne peut y avoir d'impunité pour la corruption. Zéro tolérance pour ça", a-t-il déclaré. "Nous devons attendre les résultats des investigations en cours et nous espérons la pleine collaboration de tout le monde dans cette enquête", a-t-il ajouté. C'est une allusion sans

ambages à la responsabilité des parties mises en cause dans l'enquête actuellement menée par le parquet fédéral belge et qui a conclu déjà à l'implication du Maroc. Le Haut-commissaire européen a voulu clairement dire à Bourita que son pays est appelé à assumer ses responsabilités dans le scandale «Marocgate» qui continue, chaque jour que dieu fait de révéler les dessous d'une grosse affaire de corruption qui a poussé l'UE à voter des résolutions contraires à ses principes et à la légalité internationale. Il faut rappeler dans ce cadre que le rôle du Maroc a été mis en exergue dans plusieurs articles de presse et par des eurodéputés dans le scandale de corruption au Parlement européen. Dans cette affaire qui avait éclaté en décembre, quatre personnes ont été placées en détention préventive en Belgique, dont l'eurodéputée socialiste grecque Eva Kaili. Selon le journal belge «Le Soir», le compagnon de cette dernière, l'italien Francesco Giorgi, un assistant parlementaire, a affirmé aux enquêteurs avoir fait partie d'une organisation utilisée par le Maroc dans le but d'intervenir dans les affaires euro-

peennes. Depuis plusieurs jours, les révélations sur le "Marocgate" ne cessent de s'accumuler. Le journal italien "Il Corriere della Sera" a récemment fait savoir que Rabat aurait mené des actions d'ingérence dans plusieurs institutions européennes, en ayant recours à la corruption pour soudoyer des personnalités influentes. Rabat s'est appuyé sur un groupe parlementaire pour "cultiver ses multiples intérêts en faisant guider dans ses opérations par Mohamed Belahrache, un officier de la DGED (Direction générale des études et de la documentation), les services secrets marocains". Cet officier marocain aurait agi par l'intermédiaire de l'ambassadeur du Maroc en Pologne, Abderrahim Atmoun, qui "a travaillé en étroite collaboration avec la DGED" et qui aurait rencontré plusieurs fois l'ancien eurodéputé italien, Pier-Antonio Panzeri et son compatriote et actuel eurodéputé Andrea Cozzolino à Bruxelles et Varsovie. Pour mener leurs opérations, ces derniers ont compté "sur la collaboration d'un groupe d'eurodéputés -tous membres du groupe parlementaire S&D (socio-démocrates)- décrits

comme des « amis » dont les plus proches seraient Eva Kaili, Arena Maria, Moretti Alessandra et Benifei Brando Maria ». La co-présidente du groupe de la Gauche au Parlement européen, Manon Aubry, a indiqué que les révélations faites jusque-là sur le "Marocgate" pourraient bien n'être que la partie émergée de l'iceberg. Cela renseigne sur le rôle joué par le Maroc qui a réussi, grâce à l'argent sale, à peser sur le vote de résolutions de l'UE qui vont à l'encontre de ses principes et de la légalité internationale. D'ailleurs, des eurodéputés ont appelé à dénoncer certaines résolutions et à reconsidérer la position de l'UE dans le problème du Sahara occidental ce qui explique les tentatives du Maroc à vouloir, coûte que coûte, trouver un échappatoire pour éviter d'éventuelles sanctions de l'Union européenne et d'une autre ne pas la voir dénoncer les accords de pêche et de prospection de phosphate signés entre les deux parties et qui englobent dans leur chapitre validité territoriale, certaines parties du territoire occupé de la République arabe sahraoui démocratique (RASD). **Slimane B.**

PALESTINE

Mahmoud Abbas exige la libération de tous les détenus

C'est des décennies que comptent les prisonniers palestiniens au sein des détentions sionistes, souffrant souvent de conditions d'emprisonnement difficiles. Ainsi, l'un des plus anciens prisonniers Karim Younis a, enfin, respiré l'air de la liberté, jeudi matin, après avoir perdu 40 ans dans les geôles de l'occupation. Pour cette occasion le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas a appelé jeudi cet homme avec le mental de fer afin de le féliciter pour sa libération des centres de détention de l'occupation après 40 ans de combat, souhaitant pour Karim Younis « bienvenu dans votre patrie et dans votre pays, libre et généreux. Nous nous félicitons ainsi que le peuple palestinien pour votre liberté ». Le président a apprécié la constance du combattant Karim dans les centres de détention de l'occupation, qui a payé un prix lui et des milliers de nos concitoyens, alors qu'il a passé 40 ans de sa vie dans des prisons de l'occupation. Les autorités d'occupation ont délibérément relâché le combattant Younis, et l'ont laissé seul dans la ville, sans en informer sa famille dans le but de troubler leur joie et de gâcher sa réception. Un des révolutionnaires palestiniens les plus éminents qui a rejoint la lutte avant la première Intifada en 1987. Karim Younis a subi un sévère et long interrogatoire et a été condamné à la peine capitale dès le début de son arrestation et après le tribunal de l'occupation a réduit sa condamnation à la perpétuité. Durant 40 ans, le révolutionnaire Karim Younis reste le combattant fidèle de son peuple et de ses compagnons prisonniers, il a été le maître de l'unité nationale et a participé pendant quatre décennies à tous les combats menés par le mouvement des captifs, y compris la grève de la faim, qui est considérée comme la plus dure de ces batailles, et dont la dernière fut la grève de 2017 qui a duré 42 jours.

4700 DÉTENUS DANS LES GEÔLES DE L'OCCUPATION SIONISTE

Les institutions des droits de l'Homme spécialisées dans les affaires des prisonniers ont déclaré que les forces d'occupation israéliennes avaient arrêté 7 000 Palestiniens des gouvernorats de Cisjordanie et de la bande de Gaza en 2022. Les arrestations et la dévastation des contenus de maisons et l'intimidation de leurs habitants qui les accompagnent sont devenues une routine pour les citoyens palestiniens qui souffrent quotidiennement des attaques des forces d'occupation contre leurs maisons et leur sécurité. Ces arrestations qui touchent tous les segments de la société palestinienne, nuisent généralement à la santé psychologique des citoyens sans défense, en particulier des enfants et des femmes, parce que les forces d'occupation attaquent délibérément et souvent les maisons pendant la nuit alors que les gens dorment. Les institutions des prisonniers et des droits de l'Homme ont indiqué que le nombre de Palestiniens emprisonnés dans les geôles d'occupation s'élevait à environ 4 700, y compris 30 femmes, environ 190 mineurs, et 800 détenus administratifs, dont deux femmes détenues, et environ 6 enfants. Le nombre de prisonniers condamnés à perpétuité est passé, quant à lui, à 552, alors que le nombre de détenus malades a dépassé les 600, qui ont besoin de suivi médical. Ces prisonniers souffrent notamment de négligence médicale, de refus d'éducation, de refus de visites familiales, d'isolement cellulaire, de cellules surpeuplées souvent remplies d'insectes et de saleté, et qui manquent de lumière naturelle. Les autorités pénitentiaires répondent rarement aux besoins personnels en matière de santé et d'hygiène. Ils sont également soumis à une forme de torture psychologique et de mauvais traitements tout au long du processus d'arrestation et de détention, y compris diverses formes de violence corporelles qui se produisent telles que passages à tabac, insultes, menaces, fouilles, coups et harcèlement explicite. Lors de leur arrestation, les détenus palestiniens ne sont pas informés de l'endroit où ils sont emmenés et se voient rarement expliquer leurs droits pendant les interrogatoires. Ces techniques de torture et de mauvais traitements sont utilisées non seulement pour intimider les détenus, mais aussi comme outils pour humilier les Palestiniens et les contraindre à faire des aveux.

M. Seghilani

GAZODUC TRANSSAHARIEN

Le projet marocain tombe à l'eau

Dans sa concurrence insensée et vaine face à l'Algérie, sur le projet de gazoduc au départ du Nigéria, le Maroc rencontre de sérieuses difficultés pour réaliser ce gazoduc destiné à fournir de l'énergie au marché européen, au point où les doutes planent toujours sur la capacité du Maroc à fournir le financement étranger nécessaire. Pour le délégué de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Josep Borrell, les Européens ne comptent pas sur le projet marocain pour la satisfaction de leurs besoins en gaz. Sans le financement européen, pas de pipeline pour le Maroc. Cela devrait mettre un terme aux prétentions du Maroc sur le projet de gazoduc provenant du Nigeria relayées dans les médias par les réseaux de propagande du Makhzen. Le régime marocain est affolé devant les progrès dans la réalisation du TSGP (Trans-Saharan Gas-Pipeline, TSGP, long de 4128 km), et surtout par les perspectives qu'il offre aux économies des trois pays qu'il traverse- Algérie, Niger et Nigeria- et pour l'approvisionnement en gaz naturel de l'Europe. Le Maroc, qui tente vainement de lancer un projet concurrent, distille régulièrement des informations trompeuses pour faire croire que son projet tient la route et semer le doute sur le TSGP. Il persiste dans cette voie alors que

les démentis fusent pour rétablir la réalité des faits. On comprend l'acharnement du Maroc, la réalisation du TSGP confirmera la position de l'Algérie comme acteur mondial majeur dans le domaine gazier, mais aussi comme pays résolument engagé dans le développement économique et social du continent. Par sa position géographique proche des marchés de gaz et par son infrastructure énergétique, l'Algérie réunit les conditions exigées pour la réussite d'un tel projet, destiné à approvisionner l'Europe en gaz naturel. Les experts internationaux rappellent qu'en juillet, l'Algérie a signé avec le Nigeria et le Niger un mémorandum d'entente du projet de gazoduc transsaharien, qui permettrait d'acheminer plus de 30 milliards de mètres cubes de gaz par an depuis le Nigeria vers l'Europe. Ils soulignent que « le projet de gazoduc algérien semble le plus avancé, avec un tronçon achevé à 70 % entre le Delta du Niger, où se trouvent les gisements de gaz, et le nord du Nigéria. Le tracé est plus direct que son projet concurrent marocain et ne traverse que trois pays ». Dernièrement, lors de son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, le Président Abdelmadjid Tebboune a évoqué le projet de gazoduc, révélant qu'il "fait face à du parasitage", allusion au forcing média-

rique du Makhzen pour laisser croire que le projet marocain est en bonne voie. Le président Tebboune a fait savoir que la phase d'étude est presque terminée, et certaines parties de projet ont même été réalisées. Il a également indiqué que l'Algérie a convenu avec le Niger pour prendre en charge la réalisation du tronçon du gazoduc qui relie le Nigeria à la frontière algérienne. "Tous les moyens sont disponibles pour s'approvisionner en énergie depuis l'Algérie », a souligné le président Tebboune. «Le gazoduc peut être achevé en trois ans et nous pouvons transporter 20 à 30 milliards de mètres cubes de gaz depuis le Nigeria», avait affirmé, pour sa part, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab. Il avait caractérisé le TSGP comme un exemple de la volonté des trois pays à mettre en place une infrastructure régionale d'envergure internationale qui soit conforme à leurs objectifs nationaux et à leurs obligations internationales en tant que pays engagés à réduire l'empreinte carbone et à sécuriser l'approvisionnement des marchés en gaz naturel. Mohamed Arkab a réitéré l'attachement de l'Algérie à l'aboutissement de ce gazoduc et sa disponibilité à mobiliser "tous les moyens" pour réussir le projet.

M'hamed Rebah

ÉDIFICATION DE L'ALGÉRIE NOUVELLE

El Djeïch garde le cap en 2023

Le dernier numéro de la revue *El Djeïch* a souligné la détermination de l'Armée nationale populaire en 2023 d'atteindre les objectifs fixés et d'ajouter un nouveau jalon au processus d'édification de la nouvelle Algérie.



Ph: DR

«**A**lors que nous accueillons la nouvelle année 2023, nous, au sein de l'ANP, sommes animés par la même ambition, la même volonté et la même détermination à atteindre les objectifs fixés et à ajouter un nouveau jalon au processus d'édification de la nouvelle Algérie», indique El Djeïch. Ainsi, la revue a rappelé que dans le domaine de la défense, «sous la direction du président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, l'ANP a poursuivi l'œuvre de modernisation de ses forces, grâce à l'adoption d'une stratégie soigneusement étudiée». Elle a souligné qu'à cet effet, «les images significatives dégagées par nos unités ayant participé au défilé militaire à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de l'Indépendance, confirment le développement atteint par notre armée et sa maîtrise des différentes armes, sciences et technologies». Dans ce cadre, El Djeïch, et dans son éditorial intitulé: «Bilan positif et perspectives prometteuses», et dans lequel la revue a relevé que «l'année 2022 aura imprimé, au niveau national, une dynamique englobant tous les secteurs», a ajouté que le président de la République a incité également à «poursuivre l'œuvre de développement et de modernisation de toutes les composantes de l'ANP et sa promotion afin qu'elle atteigne des rangs dignes de la grandeur et du caractère sacré de ses missions, qui lui permettent

de relever les défis auxquels elle sera confrontée et de gagner les paris».

L'INDUSTRIE MILITAIRE AU CŒUR DE LA STRATÉGIE

À ce propos, le Haut commandement de l'ANP a «placé le développement des fabrications militaires au cœur de sa stratégie, en mettant en place une véritable industrie, à laquelle il œuvre avec rigueur et sans relâche, comme en a témoigné le président de la République, la qualifiant de « locomotive de l'industrie nationale », a relevé la publication. De même, le général d'Armée, Saïd Chengriha, chef d'état-major de l'ANP, «a, à maintes reprises, mis l'accent sur l'amélioration continue des niveaux des industries militaires dans leurs différentes branches», a indiqué la même source.

RÉSULTATS REMARQUABLES DANS LA LUTTE ANTITERRORISTE

Concernant la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée sous toutes ses formes, la revue a mis en avant «les résultats remarquables» obtenus par les détachements de l'ANP, des résultats qui «sont le fruit d'une excellente préparation au combat, d'une formation de haut niveau et de la vigilance permanente» de ses personnels sur l'ensemble des Régions militaires. C'est sur quoi insiste constamment le général d'Armée, Chengriha en affirmant que «la victoire dans

la bataille dépend principalement de la mentalité du combattant, de la qualité de sa formation, du niveau de sa préparation physique et psychologique ainsi que de son aptitude à prendre les décisions judicieuses, en toutes circonstances et à toutes les étapes de la bataille», a écrit El Djeïch.

PROGRÈS RÉELS SUR LES PLANS POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Sur le plan politique, et dans le sillage des progrès réalisés, avec notamment le parachèvement de l'édifice institutionnel de l'État, la revue a relevé que «les hautes autorités du pays se sont consacrées à la promulgation de diverses législations afin d'organiser et de moraliser la vie politique, en veillant à impliquer la jeunesse et les forces vives en tant qu'acteur fondamental dans le développement de la société, en plus des décisions courageuses prises dans l'intérêt du citoyen et pour l'avenir du pays». Sur le plan économique, la revue a noté que ce secteur avait fait l'objet de «profondes réformes afin de l'affranchir de l'économie rentière, et ce, à travers la révision de la loi sur l'investissement, l'octroi de facilités aux investisseurs, l'élimination de la bureaucratie et le soutien aux entreprises naissantes», ajoutant que «cela s'est traduit par l'amélioration de la performance, en ce sens que la valeur des exportations hors hydrocarbures a dépassé 6 milliards de dollars en 11 mois». Dans le

même sillage, la publication a mis en avant le fait que «l'Algérie s'est également orientée vers l'investissement dans la mise en œuvre de projets structurants régionaux qui renforceront les potentialités économiques du continent africain, et ce, dans le but de contribuer à l'émergence d'un espace de développement». Parallèlement, a souligné l'éditorial, «ces réformes ont été renforcées par des décisions à caractère social inédites qui ont placé le citoyen au cœur des préoccupations afin d'améliorer son cadre de vie et préserver son pouvoir d'achat», rappelant à ce propos, les mesures prises, «notamment l'instauration de l'allocation chômage au profit des jeunes, l'augmentation des salaires ainsi que la poursuite du programme de réalisation de logements sous différentes formes».

SOMMET ARABE, L'ÉVÉNEMENT PHARE DE 2022

De son côté, «la scène diplomatique a été marquée par une intense activité qui s'est traduite par la participation active de notre pays à divers fora internationaux, partant de ses positions constantes et de son poids géostratégique», a fait observer El Djeïch. Pour la publication, «l'événement phare de cette année 2022 aura été sans conteste le succès de l'Algérie dans sa démarche d'unification des rangs arabes, à l'occasion de la tenue à Alger du 31e Sommet de la Ligue des Etats arabes, qui a pris fin par l'adoption de décisions importantes». «Au premier rang de ces décisions, le renforcement de l'action commune constructive visant à mettre un terme aux crises que traversent certains pays arabes, le soutien à la cause palestinienne, outre la constitution d'un bloc économique arabe solide qui contribuerait à la concrétisation des aspirations des peuples arabes», a-t-elle souligné.

Sarah Oubraham

CONFÉRENCE DE L'UNION PARLEMENTAIRE DE L'OCI

L'Algérie abrite la 17e session les 29 et 30 janvier

La 17e session de la conférence de l'Union parlementaire des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (UP-OCI) et des réunions connexes sous le thème « Monde islamique : défis de modernisation et de développement », est prévue les 29 et 30 janvier au Centre international des conférences (CIC), Abdelatif Rahal, Alger. Placée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, cette conférence verra la participation de plusieurs parlements membres de l'OCI, et s'inscrit dans le cadre du renforcement du rôle de l'Algérie dans les différents fora parlementaires internationaux. L'Algérie avait abrité en mars dernier les travaux de la 47e réunion du comité exécutif durant laquelle il a été décidé à l'unanimité de la tenue de la présente session de la conférence en Algérie, au regard de son poids et de son rôle pivot dans cette instance parlementaire mondiale. La rencontre constituera « une tribune pour renforcer l'action commune et les efforts du monde islamique à occuper la place qui lui sied en tant que force mondiale qui devra avoir un rôle éminent

notamment dans le contexte géopolitique et économique actuel marqué par l'instabilité et la domination acharnée ». Trois jours avant la tenue de la conférence, plusieurs réunions vont se tenir à savoir la 48e réunion du comité exécutif, la réunion des comités permanents spécialisés, les réunions consultatives des groupes arabes, africains et asiatiques, la 10e conférence des parlements isla-

miques et les réunions des structures relevant de l'Union. Il faut rappeler que comptant actuellement 54 parlements membres, l'Union parlementaire des pays membres de l'OCI avait tenu son congrès constitutif le 17 juin 1999 et décidé du lieu de son siège permanent, établi à Téhéran, capitale de la République islamique d'Iran.

M. Seghilani

JUSTICE

Peines de prison ferme contre des cadres des ports d'Alger et de Mostaganem

Le tribunal de Mostaganem a prononcé, jeudi, des peines de trois ans de prison ferme contre cinq accusés, dont des cadres au niveau du groupe de gestion du port d'Alger et du port commercial de Mostaganem, selon une source judiciaire. Lors d'un procès qui s'est tenu jusqu'à une heure tardive de la nuit de mercredi à jeudi, le tribunal a décidé de ramener de cinq ans à trois ans la sentence retenue déjà par le parquet contre l'ancien DG du port d'Alger, l'ancien DG du port de Mostaganem et deux autres cadres de cette même entreprise poursuivis pour dilapidation de l'argent public, et abus de fonction, alors que la cinquième personne a été accusée de complicité dans ces faits. Le tribunal a innocenté par ailleurs dans le cadre de la même affaire quatre autres personnes. S'agissant de la demande de la partie civile, le tribunal de Mostaganem a refusé d'associer le procureur du Trésor public comme partie civile du port de Mostaganem.

B. O.

ILS PASSENT AUX AVEUX DANS UNE VIDÉO DIFFUSÉE PAR LA DGSN

Les relais d'Abdou Semmar tombent à Alger

La DGSN, dans une vidéo diffusée hier, met à nu les plans perfides d'un certain Abdou Semmar qui, depuis l'exil et à travers un réseau criminel qui a tissé en Algérie, vise à porter atteinte aux institutions et à déstabiliser le pays. L'affaire concerne 16 membres d'un réseau criminel qui vise à déstabiliser le pays et à frapper les institutions de l'État. Ils opèrent sous couvert du site « Algérie part » qui appartient à Abdou Semmar. Le mode opératoire de ce réseau consiste à distiller des rumeurs et des fake news à partir de rapports administratifs falsifiés. Il est à la solde d'agendas étrangers hostiles à l'Algérie et lesquels cherchent par tous les moyens à porter atteinte aux intérêts du pays, selon les déclarations des mis en cause. Dans cette vidéo, les relais d'Abdou Semmar passent aux aveux pour reconnaître les méfaits qui leur sont reprochés. « Abdou Semmar est l'un des mercenaires de service dans ce complot pour réussir à atteindre les institutions de l'État », témoigne l'un des membres dont le visage est flouté. L'affaire remonte à 2015, lorsqu'Abdou Semmar, affirme S.L., a avoué : « La relation que j'entretiens avec Abdo Semmar remonte à 2015. J'ai créé un compte spécial sur Facebook afin de recevoir des informations au nom d'Algérie Part. J'ai été payé 1 500 euros pour mon travail de modérateur de la page. J'étais en contact avec Amir DZ, Abdelouahab Boukazouha, réfugié en France, et Hicham Aboud, en présence permanente d'Abdou Semmar », s'est-il livré, ajoutant : « Nous avons passé du temps ensemble à Paris. A cette époque ils se dirigeaient vers la chaîne El-Magharibia. Au départ, il y avait son ami Merouane Boudiab, qui s'est chargé d'animer la page. Il existe également un compte pseudonyme appelé Samanta créé par Abdou Semmar. Il y avait aussi une personne nommée Belayad Jugurtha. Nous avions l'habitude de recevoir des correspondances de la part de nombreuses personnes via l'e-mail de la page. » L'accusé a poursuivi en révélant une affaire douteuse concernant l'aéroport d'Alger. « Une personne (au sein de l'aéroport ?) m'a fourni de l'aide, elle m'a donné beaucoup d'informations. En tant que représentant de deux sociétés britanniques, on recherchait des contrats financiers avec la Société de gestion de l'aéroport. Les deux sociétés ont obtenu le marché, mais celui-ci a été annulé. Taher Allache (en prison, ndlr), qui dirigeait la Société de gestion a envoyé un intermédiaire et lui a demandé d'obtenir des sommes d'argent. » Selon le même témoin, Abdou Semmar a en recours à des salariés occupant des postes de responsabilité sensibles. Ces derniers « ont trahi » le devoir de réserve en lui fournissant « de fausses informations et des rapports pour influencer l'opinion publique ». Sur ce, le dénommé Z.A., employé au sein d'une administration publique, a déclaré : « J'ai présenté à Abdou Semmar un dossier sur Lafarge (société de ciment, ndlr). Au travail, ils n'étaient pas au courant que j'avais déposé le dossier. » Dans cette vidéo, un autre membre du réseau a révélé que « la deuxième épouse » de Abdou Semmar, une certaine Ouarda Nouara, « fait partie du complot », en tant qu'administrateur de la page sur les réseaux sociaux. « Sa mission consiste à placer les publications sans les revoir », a-t-il indiqué, ajoutant que cette femme « m'a dit un jour qu'elle transportait un sac contenant 30 000 euros » et qu'avec son « époux » ils vivent « la belle vie et se permettent le luxe dans des restaurants chics ».

Synthèse Farid G.

LE SCHÉMA NATIONAL D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE SERA RÉVISÉ

Pour un développement local durable et équilibré

Les questions environnementales, le développement de l'urbanisme, la protection du littoral, le désenclavement des régions, la valorisation du patrimoine et les besoins locaux des populations, restent des éléments majeurs dans les décisions d'aménagement du territoire, et jouissent aujourd'hui d'un engouement certain au point de devenir incontournable dans bon nombre de domaines touchant les politiques publiques.



Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, jeudi dernier à In Guezzam

Une priorité pour le gouvernement, dans le but de concrétiser un développement local équilibré, à travers le SNAT, lequel implique tous les secteurs, à travers une vision claire et stratégique, à moyen et à long terme. En effet, le respect des lois en vigueur pourrait être un tremplin vers la promulgation d'autres lois, afin de répondre aux exigences, non seulement de l'heure, mais anticiper en faveur du développement durable, la préservation des espaces et l'environnement. Aujourd'hui, le développement des territoires, voire leur survie, dépend largement de leur capacité à s'adapter et à innover, d'où l'importance de la mise à

niveau des services de communication, de soutien des villes et des territoires, ainsi que la mise à niveau des entreprises. Une stratégie qui implique de revoir plusieurs projets qui n'ont pas porté leurs fruits, où plusieurs dépassements ont été enregistrés, et ayant induit un recul dans le développement local et la réalisation de certains projets. À cet égard, parmi les plus importants défis des autorités, la concrétisation de l'autosuffisance, à savoir, la sécurité alimentaire, la production des matières premières localement, ainsi que l'adoption d'une feuille de route sanitaire et éducative précise.

Eu égard aux dysfonctionnements urbains et aux rigidités administratives locales, qui ont

poussé les pouvoirs publics à engager de profonds changements de leurs modes de production urbaine. Ainsi, avec pour objectif de construire un territoire durable, d'assurer la durabilité des ressources en eau, de promouvoir la conservation des sols et la lutte contre la désertification, de protéger et réhabiliter les écosystèmes, et protéger et valoriser le patrimoine culturel, le Schéma National d'aménagement du territoire (SNAT) devrait connaître une révision prochaine. C'est ce qu'a annoncé jeudi le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, depuis In Guezzam, à savoir la révision prochaine du schéma national d'aménagement

du territoire, SNAT. « Le SNAT sera révisé prochainement, notamment au niveau des régions frontalières sur lesquelles de larges espoirs sont fondés pour mener à bien leurs missions avec les pays africains limitrophes, à l'instar d'In-Guezzam », a souligné le ministre qui présidait une rencontre à In-Guezzam où il a effectué une visite.

Aux notables, la société civile et les élus qu'il a réunis, Merad a signifié qu'In Guezzam « aura un avenir radieux à la faveur de ses potentialités ». Ceci d'autant que, a-t-il affirmé, « les hautes instances du pays œuvrent à accorder toutes les prérogatives aux dix wilayas nouvellement promues leur permettant de prendre en charge, de manière efficace, le développement et les préoccupations des citoyens ». Dans ce sens, Merad a rappelé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune accorde un intérêt particulier au citoyen, qui est à la tête de ses priorités, pour lui garantir une vie décente, répondre à ses attentes, notamment le désenclavement des régions, l'amélioration de la santé et de la scolarisation. Le ministre a surtout insisté sur la nécessité d'améliorer l'état du réseau routier « très dégradé », a-t-il constaté, d'œuvrer à moderniser, en priorité, les routes, la prise en charge des problèmes des éleveurs et la nécessaire protection de la ville d'In-Guezzam des inondations.

Hamid Si Ahmed

ARKAB SUR LE RACCORDEMENT À L'ÉLECTRICITÉ ET AU GAZ

« Tous les projets locaux seront livrés en 2023 »

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a fait savoir jeudi lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'APN que l'année 2023 sera marquée par l'accélération et la livraison de nombre de projets d'électricité et de gaz au niveau de plusieurs wilayas du pays, outre la levée des obstacles ayant entraîné leur retard ces derniers temps. Concernant un projet de raccordement des communes du nord de la wilaya de Mila au réseau du gaz naturel, Arkab a indiqué que le taux d'avancement des travaux dudit projet s'élève à près de 88%, soulignant que le retard enregistré était dû essentiellement à un manque de pipelines de 8 pouces, à la contestation de certains propriétaires des terres et les terrains difficiles. Il a fait savoir, dans ce sens qu'un accord a été trouvé entre son département ministériel et celui de l'Industrie pour la fabrication de ce type de pipelines, importés actuellement par l'Algérie, au niveau de l'usine d'El-Hadjar pour l'approvisionnement de ce projet et de tous les projets du secteur en suspens à travers le territoire national à même de permettre d'accélérer la cadence des projets, de raccorder le nord de la wilaya de Mila au réseau gazier et de résoudre définitivement ce problème durant le premier trimestre de 2023. Concernant le raccordement de la Daira d'Aïn Boussif (Médéa) au gaz naturel et en électricité, le ministre a affirmé que les projets d'approvisionnement avancent bien, en ce sens que le taux de raccordement des ménages à l'électricité est passé à 97% et devra atteindre 99% avec l'achèvement des

projets en cours, soit en 2023 et 2024, a-t-il expliqué. Par ailleurs, le ministre a affirmé que le projet de réalisation d'une centrale électrique à Aïn Oussara (Djelfa), ayant accusé un retard de réalisation, serait mis en service partiellement d'ici la prochaine saison estivale, en attendant de lancer la production définitivement en 2024, avec une capacité de 1262 MW, indiquant que le taux d'avancement des travaux est à présent de 72%. Sur l'emploi au sein des entreprises pétrolières à Oran, le ministre de l'Énergie a assuré que les projets dans le domaine de la pétrochimie dans cette wilaya donneraient une grande impulsion à l'économie et à l'emploi dans la région, cette filière étant considérée comme l'avenir de l'industrie pétrolière en Algérie. Et d'ajouter que l'usine de liquéfaction de

Sonatrach à Bethioua recrutera 115 employés, et la sélection aura lieu dès le traitement des listes de candidats et la réunion des conditions logistiques et humaines, durant le premier trimestre de l'année en cours. Quant à la contribution du groupe pétrolier à l'activité sociale dans les régions est de la wilaya d'Oran, Arkab a rappelé que Sonatrach sponsorisait de nombreux clubs sportifs depuis 2009, et qu'elle avait également cédé une salle de sport au profit de la wilaya, dont le taux de réalisation est de 70 %. Sonatrach a cédé aussi des commerces semi-finis dont les prix sont fixés par l'administration du Domaine national de la wilaya d'Oran, d'une superficie de 5 280 M2, a-t-il conclu.

Ania Nch

IL EN A REÇU JEUDI L'AMBASSADEUR EN ALGÉRIE

Arkab invité à deux événements en Inde

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu jeudi, l'ambassadeur de la République de l'Inde en Algérie, Gaurav Ahluwalia, avec lequel il a discuté du développement et du renforcement des relations de coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie et des mines. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère, les deux parties ont mis en avant les opportunités d'investissement et les échanges d'expérience entre les deux pays dans le domaine des hydrocarbures, l'électricité et les mines, avec un transfert de technologie et du savoir-faire. À cette occasion, l'ambassadeur a remis à Arkab une lettre d'invitation que lui a adressée le ministre indien du Pétrole et du Gaz naturel, du logement et des Affaires urbaines, pour participer à une session virtuelle prévue le 13 janvier en cours, sous le thème : « Sécurité énergétique et développement : feuille de route vers la prospérité », dans le cadre du sommet Voice of the South, organisé par le gouvernement indien, ainsi qu'une invitation pour prendre part aux travaux de India Energy Week en février 2023.

A. Nch

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR/
HAUTE AUTORITÉ CONTRE
LA CORRUPTION

Un accord-cadre signé

Un accord-cadre a été signé, entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, en vue d'élaborer des programmes communs de formation, d'enseignement et de recherche sur la lutte contre la corruption.

Signé jeudi au siège du ministère par le ministre du secteur, Kamal Baddari et la présidente de la Haute autorité, Salima Mesrati, l'accord vise à asseoir des politiques et élaborer des programmes communs de formation, d'enseignement, de sensibilisation et de recherche sur la prévention et de lutte contre la corruption, en sus de préparer des projets de recherche et d'organiser des rencontres, des manifestations et des activités scientifiques pour échanger les vues sur les questions inhérentes à ce domaine. Ainsi, Baddari a précisé que cet accord comporte des axes principaux liés notamment à l'élaboration de programmes de formation sur les principes de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption ainsi que l'insertion de programmes et de matières d'enseignement et de formation et des thèmes de recherche scientifique du même contenu. Le travail entre les deux parties en vertu dudit accord permettra de faire face et lutter contre toutes les formes de corruption, à l'effet de moraliser la vie publique en Algérie, notamment au double plan social et économique, a ajouté le ministre, pour qui, l'objectif de la moralisation se veut stratégique pour l'université algérienne d'aujourd'hui. A cette occasion, le ministre a fait état de la formation d'une commission conjointe entre le ministère et la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, en vue de suivre l'état de mise en œuvre des clauses de l'accord signé entre les deux parties.

Mesrati a affirmé, pour sa part, que l'Autorité œuvre à s'ouvrir sur les différents établissements et secteurs qui peuvent contribuer à promouvoir le concept de la prévention et de la lutte contre la corruption. Précisant que la signature de l'accord s'inscrit dans le cadre des rôles qui lui sont assignés et qui englobent l'aspect pédagogique, de formation et de la recherche scientifique, Mesrati a souligné que cet accord constituait une première étape dans le cadre de la valorisation, de la promotion et du transfert des produits de la recherche scientifique, ainsi qu'une opportunité en vue de bénéficier des expertises des académiciens et des produits des laboratoires et des centres de recherche universitaire, à l'effet de les employer, de les exploiter et de les investir en matière de lutte contre la prévention et la lutte contre la corruption.

A. Nch

DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS

Les affectations financières au titre de 2023 allouées

« La remise des documents de la programmation préliminaire des affectations, auxquels sont jointes des décisions de notification des affectations financières des dépenses d'investissement pour l'exercice 2023, vient après la publication de la LF 2023 et son adoption par le type +Programmes+ », a déclaré, jeudi, à Alger, le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, dans son allocution lors de la cérémonie de remise des affectations financières allouées au titre de la loi de finances 2023 aux différents départements ministériels.



Ph. DR

Le premier argentier du pays a assuré que la LF 2023 "n'est pas comme les années précédentes, car elle sera le point de départ de la mise en œuvre effective des dispositions de la loi organique 18-15 relative aux Lois de finances ainsi que ces textes exécutifs", relevant que l'année 2023 sera celle de la mise en œuvre des réformes". Le ministre a précisé que "le ministère a été au rendez-vous quant à la distribution des affectations financières durant la première semaine du mois de janvier", et ce, explique-t-il, en vue de concrétiser "notre engagement et volonté pour une meilleure maîtrise de sa gestion et laisser un impact positif sur sa cadence de la mise en œuvre ainsi que la réalisation des objectifs tracés". Il a estimé par ailleurs que "le nouveau régime budgétaire permettra une gestion plus transparente et efficace de ces affectations, et ce après les différentes réformes opérées par le ministère des Finances pour soutenir et renforcer ce régime, à l'instar de la révision du Code des marchés publics et la création de

la loi de partenariat public-privé". Le ministre a rappelé, dans ce sens, la révision de la loi relative à la comptabilité publique en vue de définir les modalités d'opérer trois comptabilités: budgétaire, générale et d'analyse des coûts (CAC) conformément aux principes de la loi organique 15-18, précisant que cette révision a touché aussi l'ordonnance 11-03 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit dans l'objectif de «mieux s'adapter aux développements économiques mondiaux et satisfaire les besoins de la réforme économique escomptée pour promouvoir la performance institutionnelle économique ». Présent à l'occasion, le directeur général du budget, Abdelaziz Faïd, a salué la mise en œuvre du nouveau cadre budgétaire en vertu de la loi organique 15-18 relative aux lois de finances, estimant que ce "système se veut une Constitution pour les finances de l'Etat, étant un fournisseur de données adaptées aux meilleures pratiques et normes internationales". La loi organique, poursuit-il, a consacré un nouveau système de gestion basé sur les résul-

tats et la performance mais comportant aussi tous les aspects de la bonne gouvernance, notamment les estimations à moyen terme, la précision du budget, la rigueur, la gouvernance, le contrôle des dépenses publiques et l'évaluation. Selon les chiffres avancés par le DG du budget, 50 portefeuilles de programmes ont été distribués, dont 33 destinés aux ministères et 17 aux établissements et instances publics. Des exposés sur la réforme budgétaire selon la loi organique relative aux Lois de finances ont été présentés outre la projection d'un film documentaire sur la réforme budgétaire. À souligner que cette cérémonie s'est déroulée au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif-Rahal en présence des secrétaires généraux et des ordonnateurs des différents secteurs ministériels et administrations publiques concernées ainsi que des directeurs centraux du ministère, des P-DG des établissements publics et de membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation.

Brahim Oubellil

TRANSPORT ROUTIER DES VOYAGEURS

Sogral lance la vente électronique de billets

La Société de gestion des gares routières d'Algérie (Sogral) a procédé, jeudi à Alger, au lancement du service de vente électronique de billets, à travers deux solutions : le guichet libre-service et l'application «Mahatati».

Ce service est assuré par deux canaux, à commencer par un guichet libre-service qui permet aux voyageurs d'acheter leurs billets directement en payant soit en espèces, par cartes bancaires (CIB ou Dahabia) ou encore en utilisant une carte d'abonnement pouvant être rechargée sur ce même guichet. Le second canal consiste en l'application mobile «Mahatati» développée par Sogral, permettant, à partir d'aujourd'hui, en plus de consulter le programme des dessertes, d'acheter son billet directement en ligne. a précisé le ministre des transports M. Kamel Beldjoud. À l'occasion, le ministre a assisté également à la présentation d'un autre nouveau service à savoir «SOS Danger Infraction» (accessible à partir de «Mahatati») qui permet de signaler à la Sogral un quelconque manquement

au code de la route ou aux conditions de confort et d'hygiène, constaté durant les voyages. Beldjoud a indiqué lors d'un point de presse animé à l'issue de cette visite que «la vente électronique des billets proposée par l'application mobile de la Sogral permettra aux citoyens de gagner du temps et leur procurera un confort supplémentaire». Il a annoncé, à l'occasion, que «l'achat en ligne des billets sera généralisé aux 73 gares routières en Algérie avant la fin du 1er semestre de l'année en cours», ajoutant qu'«il a donné des instructions pour que le service d'achat des billets proposé par Sogral soit étendu aux tickets de métro et de tramway pour faciliter le quotidien des voyageurs». Le ministre a, également, salué «le lancement du service «SOS Danger Infraction» permettant aux voyageurs de signaler tous les dépassements constatés durant leurs voyages, notamment les excès de vitesse». Beldjoud a appelé les citoyens à «utiliser cette application chaque fois que cela leur semble nécessaire pour limiter les accidents de la cir-

culution». Et afin de «protéger les citoyens des accidents de la route», un décret exécutif est en préparation «obligeant les chauffeurs qui doivent parcourir une distance supérieure à 600km d'avoir un deuxième chauffeur pour les assister», annonce-t-il qu'«une décision sera promulguée ramènera la périodicité du contrôle technique des bus et des camions à 3 mois au lieu des 6 mois ou une année actuellement en vigueur». Le ministre des Transports a présidé la cérémonie du lancement de ce

nouveau service à partir de la gare routière des Grands invalides de la guerre de la libération, Kharrouba, à Alger, en présence du ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, du wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi, et de la présidente de l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger, Nadjiba Djilali, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection des projets du secteur dans la capitale.

L. Zeggane

AVEC UN EFFET RÉTROACTIF DEPUIS JANVIER 2023

Les nouveaux salaires versés mars prochain

Le Directeur général du budget au ministère des Finances, Abdelaziz Faïd, a fait savoir que la revalorisation des salaires au profit de 2.8 millions de travailleurs de la Fonction publique sera versée le mois de mars prochain avec effet rétroactif à partir de janvier 2023. S'exprimant jeudi en marge de la cérémonie de remise des affectations budgétaires aux différents départements ministériels et entreprises publiques au titre de la LF 2023, Faïd a précisé qu'un budget de 350 milliards de dinars (mds DA) a été affecté, dans le cadre de la Loi de finances 2023, pour la prise en charge de ces augmentations salariales, expliquant que le même budget sera affecté durant 2024 pour la même raison. Concernant les modalités de mise en œuvre de ces augmentations salariales, il a précisé que les autorités ont décidé de revoir le nombre de points indiciaires en ajoutant 75 points en 2023 et 75 autres en 2024. « Nous n'avons pas opté pour la valeur du point indiciaire, parce que cette mesure profitera essentiellement aux salaires les plus élevés. Mais avec cette formule d'augmentation de points indiciaires, c'est les salaires les plus bas qui vont bénéficier de cette revalorisation », a-t-il expliqué à cet effet.

A. Nch

AUGMENTATION DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

Près de 2 millions de bénéficiaires

Répondant jeudi à une question d'un député à l'APN lors d'une plénière consacrée aux questions orales, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa, a fait savoir que plus de 1,9 millions de personnes bénéficieront, à compter de ce mois de janvier, de l'allocation chômage revue à la hausse, rappelant que cette allocation a été augmentée de 13.000 à 15.000 DA sur décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Le ministre a évoqué en outre les décisions du président Tebboune relatives à la revalorisation des salaires et des pensions de retraite, relevant que les augmentations salariales des fonctionnaires de la Fonction publique toucheront 2 800 000 fonctionnaires tandis que la revalorisation des pensions de retraites touchera 1.980.000 retraités. Par ailleurs, à une question d'un député sur le régime des retraites entre les organes de la Sécurité sociale et les cliniques privées d'oncologie, Chorfa a expliqué que les efforts de l'Etat en matière de santé reposent sur l'organisation des soins au niveau des secteurs public et privé, étant un droit garanti par la Constitution.

S'agissant de la couverture des dépenses relatives aux actes médicaux des cancéreux dans le secteur public, il a rappelé que le système de la sécurité sociale contribue annuellement au financement du budget des secteurs de la santé et des établissements hospitaliers publics dans le cadre d'une convention entre la sécurité sociale et le secteur de la santé. Cette contribution a atteint 112 milliards de DA en 2022 et connaîtra une hausse jusqu'à 122 milliards de DA en 2023.

« LA QUESTION DE LA RETRAITE DES RESSORTISSANTS ALGÉRIENS À L'ÉTRANGER PRISE EN CHARGE »

Le ministre a affirmé concernant, d'autre part, les préoccupations de la communauté nationale établie à l'étranger au sujet de la retraite, que ce volet a été pris en charge en vertu du décret exécutif N22-351 du 18 octobre 2022, fixant les conditions et les modalités particulières d'affiliation volontaire au système national de retraite des membres de la communauté nationale à l'étranger exerçant hors du territoire national une activité professionnelle. Cherfa a, dans le même contexte, fait savoir qu'un arrêté interministériel a été élaboré, et est en cours de signature au niveau des ministères concernés, indiquant que celui-ci entrera en vigueur durant le premier trimestre de l'année en cours.

Ania Nch

MATCH AMICAL : ALGÉRIE A'-GHANA A', À 17H00 À BARAKI

Dernière répétition générale avant le CHAN



Phs : DR

La sélection nationale A' effectue, aujourd'hui, à partir de 17h00, une dernière répétition avant le championnat d'Afrique des joueurs locaux et ce, en donnant la réplique à son homologue ghanéenne au tout nouveau stade de Baraki, baptisé dernièrement Nelson-Mandela.

L faut dire que cette rencontre amicale intervient au bon moment pour les protégés de l'entraîneur national, Madjid Bougherra, puisqu'il ne nous sépare que quelques jours avant le coup d'envoi du rendez-vous continental que va abriter l'Algérie pour la première fois de son histoire dès vendredi prochain.

Après près de deux années de travail, le jour "J" approche donc pour les Verts avides de procurer la joie au public algérien, eux qui vont aborder la compétition avec un seul mot d'ordre, à savoir, garder le trophée en Algérie.

Pour la rencontre d'aujourd'hui, ce sera une aubaine pour le staff technique national afin de procéder aux dernières retouches avant d'affronter la Libye en match d'ouverture vendredi prochain.

Certes, le sélectionneur national et ses assistants ont certainement déjà en tête le onze de départ sur lequel ils comptent miser contre les voisins libyens, mais cette explication amicale face au Ghana demeure une opportunité très intéressante pour corriger les lacunes et surtout se rassurer avant d'entrer dans le vif du sujet. C'est dire qu'une victoire ce soir est plus qu'importante sur le plan psychologique, car elle va permettre aux camarades du capitaine Abdellaoui d'aborder l'épreuve continentale avec un moral au très beau fixe.

D'ailleurs, tout le monde est conscient de l'importance du volet psychologique dans ce genre de tournoi. Les joueurs sont les premiers aussi à le mettre en exergue en réclamant, lors de leurs inter-

ventions dans la zone mixte organisée avant leur séance d'entraînement de jeudi passé tenue sur le terrain annexe du stade Nelson-Mandela, "une présence en force des fans" lors du CHAN.

Autre point positif à tirer de la rencontre amicale d'aujourd'hui face aux Blacks Stars : le déroulement de ce match au nouveau joyau footballistique de la capitale qui sera le théâtre des rencontres des Fennecs durant le premier tour du CHAN.

Il était d'ailleurs temps pour que les joueurs de la sélection A' découvrent le nouveau temple de l'équipe nationale et y prennent leurs repères et appuis, ce que du reste a souvent demandé le sélectionneur Bougherra lui-même.

Hakim S.

À MOINS D'UNE SEMAINE DU DÉBUT DU CHAN

Les joueurs insistent sur l'importance d'un "départ en trombe"

Les joueurs de la sélection nationale A' sont unanimes à considérer le début du CHAN comme étant une étape décisive pour la suite de la compétition. C'est du moins, ce qui ressort de leurs déclarations tenues dans la zone mixte ayant précédé la séance d'entraînement de jeudi soir sur le terrain annexe du stade Nelson-Mandela.

C'est le cas pour l'ailier de charme de l'USMA, Abderrahmane Meziane, qui a mis en exergue l'importance du match d'ouverture contre la Libye.

" C'est très important de bien entamer le tournoi, ça va nous permettre de continuer le tournoi avec sérénité. Même l'entraîneur national y insiste énormément pendant ses discours. Cela dit, nous allons aborder cette compétition match par match, nous sommes conscients que le peuple algérien attend beaucoup de nous. Nous ressentons une grosse pression, mais elle est positive. Nous tâcherons d'être à la hauteur, en faisant preuve de solidarité entre nous les joueurs", a-t-il dit.



Même son de cloche chez la jeune pépite du CRB Islam Belkheir : « C'est très important de s'imposer d'entrée. Notre objectif est clair : tout faire pour remporter le trophée chez nous et procurer de la joie à nos supporters. J'appelle notre public à venir en masse nous soutenir pendant le tournoi, à nous ensuite de faire le nécessaire sur le terrain", a-t-il insisté.

Pour sa part, l'ailier droit du MCA, Fathallah Tahar, a estimé que tout le groupe est déterminé à réaliser un départ en

trombe, d'autant plus que l'Algérie, en tant que pays organisateur, est favorite en puissance pour décrocher le trophée.

Et de poursuivre : "Nous, les joueurs, avons parlé avec le sélectionneur sur la nécessité de remporter le test amical de samedi face au Ghana avec l'art et la manière, dans l'objectif de reprendre confiance en vue du match d'ouverture face à la Libye. C'est vrai que l'Algérie est considérée comme l'un des favoris, mais nous devons éviter de se mettre une pression inutile.

Nous sommes prêts pour la compétition, notre objectif est de remporter le titre. Nous comptons sur notre public pour nous prêter main forte".

Quant à la vedette de l'ESS, le meneur de jeu Ahmed Kendouci, il a estimé que le fait que le CHAN se déroule en Algérie, constitue un " stimulant pour nous afin de réaliser un bon tournoi".

Il s'est, en outre, montré optimiste quant aux capacités de la sélection nationale d'aller jusqu'au bout du rêve, qui est de décrocher le trophée : "Nous avons un bon groupe capable d'aller jusqu'au bout de cette édition, nous n'avons peur d'aucune équipe car nous avons les qualités requises. Même si nous allons bénéficier des avantages du terrain et du public, nous devons éviter de nous enflammer. Nous devons faire preuve d'humilité en gérant notre parcours match par match, et chaque rendez-vous pour nous sera une finale. Le match amical face au Ghana est important pour nous, ce sera le dernier test avant la phase finale", a-t-il encore dit.

H. S.

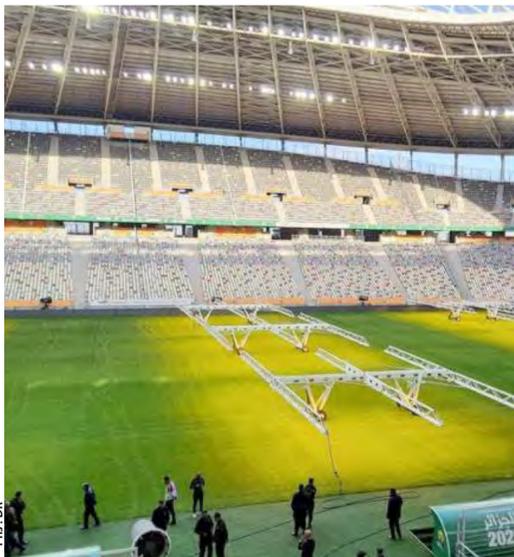
ESS
T
R
O
P
S

CHAN-2022:

"Le stade de Baraki, fin prêt à accueillir la compétition du CHAN"

Le stade flambant neuf de Baraki (Alger) est fin prêt à accueillir le Championnat d'Afrique des nations de football des joueurs locaux (CHAN-2022), prévu en Algérie du 13 janvier au 4 février, a affirmé mercredi à Alger, le chef de projet de cette infrastructure sportive, Abdelhamid Bourouma.

Le stade est fin prêt à accueillir la compétition du CHAN ou tout autre match. Nous pouvons dire que l'Algérie a un vrai bijou qui répond à toutes les normes exigées par la Fédération internationale de football (FIFA), et qu'il faut entretenir", a déclaré M. Bourouma lors d'une tournée effectuée au niveau de cette infrastructure, en compagnie des représentants des médias nationaux. Baptisé "Nelson Mandela", le stade de Baraki "dispose de 40.000 places, dont 6.500 en tribunes officielles, 22 salons VIP, un terrain en gazon naturel (100%), et un autre pour les entraînements, en sus d'un parking de plus de 2.000 voitures pour les supporters, et de deux autres réservés aux officiels et médias", a ajouté le responsable. Les portes d'entrée au stade, poursuit-il, sont au nombre de six (6), destinées aux supporters et aux personnalités officielles et sportives. "Nous avons six (6) portes, une pour les VIP, une autre pour les officiels et une porte pour la logistique, tandis que les trois autres seront réservées aux supporters pour faciliter l'accès au stade", a-t-il soutenu. "Cette infrastructure sportive dispose d'une salle de contrôle à distance pour fermer les portes d'entrée et contrôler le matériel. Elle est aussi dotée d'équipements modernes qui facilitent le travail des journalistes, notamment en termes d'Internet et de retransmission en



PH. DR.

direct", ajoute le responsable. Une tribune d'une capacité de 240 sièges est réservée aux journalistes et une salle de 250 places est dédiée aux conférences de presse. Le directeur des équipements publics au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Maïdi Tifour, a affirmé que le stade était prêt sur tous les plans. Il peut même abriter deux matchs par jour, puisqu'il est doté de quatre vestiaires, a-t-il ajouté. "Les dernières retouches sont en train d'être apportées et ne restent sur place que les travailleurs

en charge de l'hygiène. Après l'achèvement des travaux, le 5 juillet dernier, nous avons testé les équipements, dignes des stades internationaux, et les tests ont été concluants", a-t-il expliqué. Le stade est doté de dix plateformes pouvant accueillir 36 caméras pour les retransmissions télé et de 416 caméras de surveillance, a-t-il fait savoir. Le projet confié au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville sur décision du président de la

République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été réalisé par 30 entreprises algériennes de différents secteurs en plus de la société chinoise qui l'a supervisé. Le stade Nelson-Mandela de Baraki abritera les matchs d'ouverture et de clôture du Championnat d'Afrique des nations (CHAN-2022), ainsi que les matchs du groupe A dans lequel évoluent l'Algérie, la Libye, l'Éthiopie et le Mozambique et ceux des quarts de finales et des demi-finales.

ALGÉRIE-GHANA

Huit points de regroupement pour le transport par bus des supporters vers le stade de Baraki

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont annoncé, jeudi, avoir réservé huit points de regroupement pour le transport par bus des supporters désireux de suivre la rencontre amicale de la sélection nationale face à son homologue ghanéenne, samedi à 17:00, au stade Nelson Mandela de Baraki (Alger). Le communiqué de la wilaya a indiqué que ses services et "dans le cadre des efforts en vue de contribuer à assurer le transport des supporters désireux de suivre la rencontre amicale de la sélection nationale face à son homologue ghanéenne, samedi à 17:00 au stade Nelson Mandela à Baraki, ont mobilisé huit points de regroupement et de départ des bus vers les deux points d'arrivée à Sidi Rezine (El Harrach)". L'opération de transport des supporters se fera à partir de 10:00 au niveau de huit points de regroupement, à l'arrêt du

5 Juillet, Birtouta (gare de train), Zéralda (gare de train), arrêt les Sablettes sur le front de mer, arrêt les Sablettes (OPLA), station des Fusillés, ainsi qu'à côté du parking au Vieux Kouba et en dernier à l'intérieur de la Société chargée de l'aménagement de l'Oued El Harrach (en face de la station de train d'El Harrach), a indiqué la même source.

Quant à l'opération de récupération des supporters après la fin de la rencontre, les services de la wilaya ont fait savoir qu'elle se fera depuis le stade Nelson Mandela de Baraki vers le point de départ d'où ils ont démarré, à 19h00.

En dernier, la même source a invité "les supporters se dirigeant au stade de Baraki, à éviter de se déplacer avec leurs propres véhicules, au vu de l'absence des lieux de stationnement et à privilégier l'utilisation des bus affectés".

USM ALGER

La première phase des travaux du centre de formation d'Aïn Benian achevée

La première phase des travaux de réalisation du centre de formation professionnelle de l'USM Alger à Aïn Benian, a été achevée, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, mercredi sur sa page officielle Facebook. "La première tranche du projet a été achevée comme promis, par rapport au marché qui nous a été confié, et qui consiste aux travaux des terrassements, des déviations des réseaux d'assainissement...etc. Nous avons construit une charpente métallique composée de cinq blocs. La deuxième phase consiste au parachèvement des CES (coefficient d'Emprise au sol : rapport entre la surface au sol d'un bâtiment et l'aire de la parcelle sur laquelle il est construit, ndr), ainsi que le mur de clôture. Cette deuxième phase a fait objet de consultation, si on sera chargé de cette mis-

sion, les délais seront fixés. C'est un projet de référence", a indiqué Tebib Said, chef du projet de l'entreprise publique "EPE Batimetal SPA", cité par la même source. S'étendant sur une superficie de 3 hectares, le Centre de formation professionnelle de l'USMA dont les travaux ont commencé en mars 2021, est composé notamment du siège du club algérois, d'un centre de formation et d'entraînement, deux blocs Futsal (R+1), de cinq terrains de football, de quatre vestiaires, en plus de la partie hébergement qui comprend 56 chambres double, et des chambres VIP, y compris tout ce qui est restauration. Le projet comprend également des magasins et des restaurants qui seront ouverts au grand public. "Ce projet constitue le premier objectif de l'USMA. Nous avons eu des difficultés pour s'approprier ce terrain, car il a été saisi

par l'Etat, mais on a fini par le récupérer après une longue procédure. Les travaux de la première tranche sont terminés, en attendant le début de la deuxième phase.

Le jour où ce Centre de formation sortira, ce sera le beau jour de ma vie. Il sera en principe réceptionné à la fin de 2023. Nous allons faire comme le Paradou AC, en formant nos joueurs", a souligné le président du Conseil d'administration de la SSPA/USMA Sid Ahmed Arab.

Le centre de formation professionnelle constitue l'un des grands projets lancés par le groupe des services portuaires "Serport", propriétaire de l'USMA, l'exploitation d'un stade de football conforme au standing et aux ambitions du club algérois, ainsi que la mise en place d'un pôle commercial dédié aux produits dérivés du club.

USM KHENCHELA

L'attaquant Bayazid intransférable

L'attaquant de l'équipe nationale A' de football Sofiane Bayazid, poursuivra son aventure avec l'USM Khenchela, et ne sera pas transféré cet hiver, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis dans un communiqué. "La direction a reçu plusieurs propositions pour Bayazid. Le club refuse catégoriquement l'idée de le céder d'autant que le staff technique a besoin de ses services", a indiqué le nouveau promu sur sa page officielle Facebook. Considéré comme l'une des révélations de la première partie du championnat, Bayazid (26 ans) occupe la deuxième place au classement des buteurs avec 6 réalisations, à deux buts du milieu offensif de l'ES Sétif Ahmed Kendouci, en tête avec 8 buts. Les belles prestations du natif de Nezla (Touggourt) ont fini par attirer l'attention du sélectionneur de l'équipe A', Madjid Bougherra, qui lui a fait appel pour la première fois en octobre dernier, à l'occasion d'un stage effectué à Tabarka (Tunisie), ponctué par deux matchs amicaux face au Mali (4-0) et au Niger (2-0). Bayazid fait partie de la liste des 28 joueurs retenus par Bougherra pour la phase finale du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022.

LIGUE 2 AMATEUR

La trêve hivernale du 12 janvier au 5 février 2023

La trêve hivernale du championnat de Ligue 2 est programmée du 12 janvier au 5 février 2023, a indiqué la Ligue nationale de football amateur (LNFA) jeudi. La 15ème et dernière journée de la phase aller aura lieu le 12 janvier et elle sera précédée par la 14e journée qui se jouera ce week-end (6-7 janvier 2023). Dans le Groupe Centre-Est, c'est l'AS Khroub qui caracole en tête du classement général avec 26 points. Suit avec deux longueurs d'avance sur le dauphin, l'USM Annaba, alors que dans le Groupe Centre-Ouest, c'est l'ES Mostaganem qui mène le bal, avec 30 points, soit avec trois longueurs d'avance sur son premier poursuivant, l'ES Ben Aknoun. D'autre part, la Ligue maintient les mêmes dispositions réglementaires concernant les transferts des joueurs.

MC SAÏDA

Saloua Bachir, nouvel entraîneur

Saloua Bachir a été nommé nouvel entraîneur du MC Saïda, club évoluant en Ligue 2 de football amateur (groupe centre-ouest), a-t-on appris, jeudi, de la direction de l'équipe. La même source a indiqué que le nouvel entraîneur a été nommé, mercredi, pour conduire la barre technique du Mouloudia de Saïda, en remplacement de Larbi Morsli. Saloua Bachira a indiqué à l'APS qu'il a signé un contrat d'une saison avec le MCS, soulignant que le staff technique s'efforcera d'obtenir des résultats positifs lors de la deuxième phase du championnat de L2. Le nouveau coach a appelé toutes les parties à soutenir le club de continuer sur la lancée des derniers bons résultats. Lors des trois dernières journées du championnat, le MC Saïda a réalisé un nul en déplacement contre le Ghali de Mascara (1-1) et deux victoires remportées au stade du défunt moudjahid "Saïd Amara" de Saïda contre le Skaf Khemis Miliana (3-0) et RC Kouba (2-1). A la veille de la 14e journée du championnat prévue vendredi, le MCS occupe la 11e place du groupe centre-ouest avec 14 points.

SELON LE PRÉSIDENT DU BARÇA

La Super Ligue "pourrait débuter en 2025"

La Super Ligue européenne pourrait voir le jour dès 2025 selon le président du FC Barcelone Joan Laporta, à condition qu'une décision de justice importante soit rendue en faveur du projet, a-t-il déclaré jeudi.

"En mars ou avril, nous aurons la décision de la Cour européenne de justice", a expliqué Laporta dans une interview à la station de radio Cadena SER. "Si la résolution est favorable, je pense que la Super Ligue (pourrait commencer) en 2025", a poursuivi le patron du club catalan. La Cour européenne de justice doit rendre sa décision début 2023 dans le cadre de poursuites engagées contre les instances dirigeantes du football, l'UEFA et la FIFA. Elles sont accusées par les plaignants d'avoir abusé de leur pouvoir en menaçant d'expulser les clubs et les joueurs qui auraient voulu rejoindre le projet de Super Ligue. L'avocat général de la



Cour de justice européenne a déjà émis mi-décembre un premier avis favorable à l'UEFA. Les conclusions de l'avocat général sont fréquemment suivies par les juges. Lancé en fanfare en avril 2021, ce projet de compétition privée et semi-fermée concurrente de la Ligue des champions a capoté en seulement 48 heures face à la fureur de nombreux supporters et la menace de mesures politiques. La Super Ligue avait néanmoins ressurgi mi-octobre au moment

du lancement de la société A22, le promoteur du projet. Le FC Barcelone, le Real Madrid et la Juventus continuent de soutenir cette compétition malgré les oppositions alors que les six grands clubs de Premier League - Arsenal, Chelsea, Liverpool, Manchester City, Manchester United et Tottenham - qui faisaient partie des 12 clubs initiaux, se sont retirés s'engageant même à ne plus rejoindre le projet. "La Super Ligue sera une compétition ouverte. Je ne

me serais pas lancé dans ce projet si la compétition n'était pas ouverte", a précisé Laporta tout en déclarant qu'il voulait que les clubs aient la capacité de se gouverner eux-mêmes, et que l'UEFA pourrait également avoir un siège à la table. Le président du Real Madrid, Florentino Perez, qui soutient le projet initial de Super Ligue depuis le début, avait déclaré en octobre 2022 que le football était "malade" et qu'une Super Ligue européenne pourrait le relancer.

AL-NASSR

Les débuts de Ronaldo suspendus au départ d'un autre joueur

Les débuts du joueur vedette portugais Cristiano Ronaldo avec sa nouvelle formation d'Al-Nassr (Div.1 saoudienne de football) dépendra du départ d'un autre joueur étranger, le club ayant dépassé son quota de joueurs étrangers, rapportent les médias locaux jeudi. L'attaquant portugais, considéré à 37 ans comme l'un des meilleurs footballeurs de tous les temps, avait affirmé mardi à Ryad vouloir jouer dès que possible, à commencer par le match à domicile contre Al-Ta'ee initialement prévu jeudi, et reporté à vendredi. Mais Cristiano Ronaldo, dont le contrat jusqu'en juin 2025 est estimé à 200 millions d'euros, est le neuvième joueur étranger à rejoindre Al-Nassr, dépassant le maximum de huit autorisés par la fédération saoudienne de football. "Al Nassr ne l'a pas encore enregistré car il n'y a pas de place vacante pour un joueur étranger", a indiqué un responsable du club, sous couvert d'anonymat, n'étant pas autorisé à parler aux médias. "Un joueur étranger doit partir pour que Ronaldo puisse être enregistré, soit à travers un transfert soit une résiliation de contrat par consentement mutuel". Parmi les joueurs étrangers d'Al-Nassr figurent le gardien de but colombien David Ospina, le milieu de terrain brésilien Luiz Gustavo et les attaquants brésiliens Anderson Talisca et camerounais Vincent Abouba-

kar. Selon des médias saoudiens, le milieu de terrain ouzbek Jalaluddin Masharipov est le plus susceptible de céder la place au quintuple Ballon d'Or et quintuple lauréat de la Ligue des champions. "Des négociations sont en cours sur la vente de l'un des joueurs, mais elles ne sont pas encore entrées dans la phase finale", a indiqué un autre responsable du club, en confirmant

que le joueur portugais n'avait toujours pas été enregistré jeudi après-midi, quelques heures avant le match prévu contre Al-Ta'ee. Accueilli mardi par 25.000 spectateurs au stade Mrsool Park de Ryad, Cristiano Ronaldo a affirmé que son arrivée au club saoudien ne marquait pas la fin de sa carrière, mais une nouvelle étape dans sa chasse aux records.

PREMIER LEAGUE

Chelsea prépare un mercato à 300 M€ !

nous améliorer, mais en janvier c'est compliqué car c'est le milieu de la saison.

CHELSEA VEUT FRAPPER FORT

En attendant, nous devons faire face à tout le bruit au sujet de Chelsea avec tout le monde et je ne compte faire aucun commentaire sur un joueur qui n'est pas à Chelsea. Comme toujours, et c'est une réponse ennuyeuse, mais mon travail consiste à aider les joueurs qui sont ici et à soutenir le club au niveau des décisions prises pour s'améliorer." Mais que Potter se rassure, sa direction devrait encore mettre la main au porte-monnaie cet hiver.

CHELSEA VEUT DOUBLER ARSENAL POUR MYKHAYLO MUDRYK

Comme l'été dernier, où le club avait déboursé 284 millions d'euros pour se renforcer avec notamment Pierre-Emerick Aubameyang, Kalidou Koulibaly, Wesley Fofana, Raheem Sterling ou Marc Cucurella, les

pensionnaires de Stamford Bridge vont faire sauter la banque.

C'est en tout cas ce qu'assure The Sun ce jeudi. La publication britannique révèle que Todd Boehly et ses équipes comptent frapper très fort, afin de permettre à leur équipe de remonter au classement de la Premier League. Pour rappel, Chelsea est actuellement dixième avec 25 points au compteur, soit dix de moins que Newcastle et MU (troisièmes ex aequo).

PLUS DE 500 M€ DÉPENSÉS EN DEUX MARCHÉS DES TRANSFERTS ?

Recruter des joueurs cet hiver est donc impératif pour tenter une belle remontada et assurer une qualification vitale en Champions League l'an prochain. The Sun indique que les Londoniens veulent 4 joueurs, en plus de David Datro Fofana. Il y a bien sûr Enzo Fernandez, que Benfica peine à lâcher. Pour lui, il faudra au moins déboursier 120 M€, soit le mon-

LIGA

Le Real Madrid est à la recherche d'un nouvel attaquant !

Selon la presse madrilène, les Merengues ont bien l'intention de recruter un attaquant dans un avenir assez proche. C'est un sujet récurrent à Madrid, et ce depuis des années. Qui pour jouer en pointe si Benzema se blesse ou est indisponible ? Jusqu'ici, Carlo Ancelotti s'est plutôt bien débrouillé quand l'attaquant français n'a pas pu jouer, et des joueurs comme Marco Asensio ou Rodrygo ont porté satisfaction dans ce rôle de faux numéro 9. Mais dans les bureaux du Bernabéu, on sait qu'il ne s'agit que de solutions temporaires, d'autant plus que le buteur lyonnais vient de fêter ses 35 ans. Ainsi, Defensa Central, site spécialisé dans l'actualité du club merengue, indique que les têtes pensantes du leader de la Liga sont à la recherche d'un buteur. Plus précisément, un buteur de transition, pour assurer le passage de témoin entre Benzema et Endrick, qui arrivera à l'été 2024 et qui devrait, si tout se passe bien, devenir la référence offensive du club sur le moyen et long terme.

DEUX CRITÈRES À REMPLIR

L'état major du champion d'Europe a ainsi accepté la demande de Carlo Ancelotti, désireux d'un renfort en attaque, et a bien l'intention d'enrôler un attaquant assez rapidement, mais sous certaines conditions. Tout d'abord, il faut qu'il soit abordable financièrement, et ne soit donc pas excessivement cher, alors que le club a déjà prévu de grosses dépenses pour Jude Bellingham notamment. L'autre impératif : il faut que le joueur soit polyvalent. Le Real Madrid ne veut pas uniquement un joueur de surface, mais aussi un attaquant qui puisse évoluer sur un flanc par exemple si le contexte d'un match le demande. Un profil assez complet, et comme l'indique Defensa Central, Marcus Thuram fait partie des joueurs qui remplissent tous les critères. Affaire à suivre...

M'SILA. SAIEG

2022, l'année des exportations de composants pour turbines à gaz et à vapeur

L'année 2022 a été marquée dans la wilaya de M'sila par la concrétisation de plusieurs opérations d'exportation d'ailettes pour turbines à gaz et à vapeur vers les Pays-Bas, fabriquées par la Société algérienne des industries électriques et gazières (SAIEG), unité de maintenance et de fabrication de la pièce de rechange de M'sila.

Ces commandes concrétisées en 2022, "trois commandes depuis 2021", constituent une opportunité permettant le placement du produit de la SAIEG sur le marché européen, d'autant plus que sa production est conforme aux normes exigées par ce marché, a assuré la direction du Commerce et de la promotion des exportations, notant qu'un certificat de conformité avec les exigences du marché européen a été décerné à la SAIEG. Les équipements exportés réduisent les émissions des gaz à effets de serre, a-t-on indiqué à la SAIEG, expliquant que ces équipements sont fonctionnels en utilisant le gaz naturel. Des opérations d'exportations vers les Pays Bas ont permis à l'unité de SAIEG de doubler les efforts vers l'extension de ses exportations vers d'autres marchés en Afrique, en Europe et en Amérique. A ce titre, le directeur de l'unité, Hocine Hadj Aroussi, avait fait savoir qu'il s'agit de la satisfaction de deux commandes en 2022, trois commandes depuis 2021, sur 18 concernant l'exportation d'ailettes pour turbines à gaz et à vapeur, que la société s'est engagée à fournir au



R.P.: DR

groupe néerlandais, faisant état de la préparation en cours de 12 autres commandes de ce type de pièces de rechange. M. Hadj Aroussi a précisé que l'unité, filiale de la SAIEG, "veille à honorer ses engagements envers la société néerlandaise et ce, conformément à l'accord conclu entre les deux sociétés le 20 avril 2017, à travers la mobilisation des capacités matérielles et humaines nécessaires à la fabrication de ce type de pièces de rechange".

Pour sa part, le P-dg du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, avait précisé, auparavant, que ce marché s'inscrivait dans le cadre de la politique du groupe visant à contribuer à l'intégration industrielle nationale, à la réduction des importations et à la diversification des sources en devises. Le groupe Sonelgaz, par le truchement de ses sociétés de production, "reste

attaché à l'élargissement de la sphère des exportations vers certains pays en 2022 et 2023", a affirmé le responsable, soulignant que ces pièces de rechange sont "fabriquées selon une technologie de pointe", ajoutant que les pièces de rechange produites dans l'unité de M'sila sont "conformes aux normes internationales de fabrication". D'autres commandes, qui entrent dans le cadre de l'accord de partenariat entre la société SAIEG et Général Electric aux Pays-Bas, intègrent un programme de livraison pluriannuel qui peut atteindre un volume annuel de 25 millions de dollars, a-t-on indiqué à la direction du Commerce et de la Promotion des exportations. L'unité de M'sila œuvre, selon ses responsables, à élargir son champ d'exportation vers des pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique, au vu de l'expérience acquise dans le domai-

ne de la fabrication des turbines et de leurs pièces de rechange, depuis les années 1990, a-t-on rappelé à la wilaya.

La valeur des exportations de la SAIEG représente plus de 70% du total des exportations de la wilaya de M'sila, a-t-on souligné à la wilaya. De son côté, le wali de M'sila avait mis en avant le soutien apporté par les collectivités locales aux entreprises publiques et privées afin de leur permettre de se développer, de diversifier leurs produits et d'accéder au marché international, rappelant que l'unité de M'sila avait réalisé plusieurs opérations d'exportation.

En plus de l'influence positive sur l'économie nationale, ces exportations d'ailettes pour turbines à gaz et à vapeur permettent de placer sur le marché mondial les produits de la SAIEG, a-t-on souligné à la wilaya.

TOUGGOURT. ZONES

D'OMBRE

Consultations médicales au profit des populations

Plus d'un millier de personnes habitant les zones d'ombre de la wilaya de Tougourt ont bénéficié de consultations gratuites dans le cadre d'une caravane médicale organisée par les services de la Protection civile (PC), a-t-on appris mercredi des organisateurs. Organisée par la Direction générale de la Protection civile (DGPC), la caravane médicale a profité, dix jours durant, aux enfants, femmes, personnes âgées et malades chroniques issus de plus d'une vingtaine de zones d'ombre et régions enclavées, dont "El-Koudsi", "Dzioua", "El-Mir", "Errachdi", "El-Anat", "Goug", "El-Chabi", disséminées au travers le territoire de la wilaya, a-t-on expliqué. Encadrée par quatre (4) praticiens et une quinzaine d'éléments de la Protection civile, cette initiative a donné lieu également à la remise, à titre gracieux, d'un lot de produits médicamenteux, en sus de l'organisation de rencontres de sensibilisation de proximité sur la prévention des différentes maladies, notamment saisonnières. Cette opération s'assigne, entre autres objectifs, la prise en charge médicale et psychologique efficace des malades des zones d'ombre et reculées, le rapprochement des prestations médicales des citoyens des différentes régions et la sensibilisation sur l'importante prévention des maladies pouvant affecter la santé publique, a-t-on signalé.

BORDJ BOU-ARRERIDJ.

RESSOURCES EN EAU

Des projets lancés et d'autres réceptionnés

Plusieurs projets ont été lancés et d'autres réceptionnés mercredi au profit du secteur des ressources en eau dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj en vue d'améliorer le service d'alimentation en eau potable, a-t-on appris des services de la wilaya. Selon la même source, l'ensemble de ces projets dont le lancement et la réception ont été présidés par le wali Kamel Nouicer et dont le coût total atteint 974 millions DA concernent les communes de Bordj Bou Arreridj, Ouled Brahem, Tixter, Ras El Oued et Ain Taghrout. Ainsi, le wali a lancé le projet de rénovation du réseau d'eau potable de la ville de Bordj Bou Arreridj et mis en service les deux forages de Boukhedache et Tisset qui renforceront l'alimentation des communes d'Ouled Brahem et Ras El Oued, a précisé la même source qui a ajouté que deux autres forages profonds ont été mis en service à Tixter et trois à Ain Taghrout pour y améliorer l'accès à l'eau des habitants avant l'avènement de l'été. Ces actions visent au chef-lieu de wilaya à réduire les fuites d'eau estimées à 43 % et à augmenter la production d'eau avec un débit de 110 litres/seconde de sorte à assurer l'eau une fois tous les trois jours au lieu d'une fois tous les six jours, selon encore les mêmes services. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la feuille de route d'approvisionnement de la population de la wilaya par une meilleure exploitation et affectation des ressources d'eau disponibles, est-il indiqué.

KHENCHELA. SADEG

Électrification de 156 exploitations agricoles en 2022

La wilaya de Khenchela a bénéficié en 2022 du raccordement au réseau électrique de 156 exploitations agricoles, a indiqué mercredi, le chargé de communication à la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG). Selon M. Mohamed Tahar Boukehil, la SADEG de Khenchela a réalisé, en 2022, dans le cadre du programme complémentaire décidé par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune au profit de la wilaya de Khenchela, des travaux de raccordement au réseau d'électricité, achevés et

mis en service dans 156 exploitations agricoles, dans 12 collectivités locales.

La même source a précisé que 120 exploitations agricoles ont bénéficié de l'électricité agricole dans le cadre d'une première tranche d'un programme qui prévoit le raccordement de 146 exploitations dans la région nord de la wilaya, et 521 exploitations dans sa région sud, soit un réseau de 500 km qui mobilise 1,5 milliard DA. Dans le même élan, la SADEG Khenchela a réalisé les travaux de raccordement au réseau d'électricité de 34 puits artésiens collectifs et

de 2 puits individuels dans des périmètres agricoles de l'extrême sud de la commune de Babar dans la zone saharienne des Nememcha, dans le cadre d'un deuxième programme visant l'électrification de 81 puits collectifs et individuels, sur un réseau de 300 km, mobilisant une enveloppe de 980 millions DA, a indiqué M. Boukehil.

Au mois de novembre 2022, les travaux de raccordement au réseau électrique de 86 exploitations agricoles ont été lancés, dans le sud de la wilaya de Khenchela, ce qui nécessitera la mise en place d'un

réseau de 400 km, mobilisant une enveloppe d'un (1) milliard DA.

Le chargé de la communication de la SADEG Khenchela a souligné que les travaux d'électrification agricole en cours actuellement concernent 968 exploitations qui mobilisent une enveloppe de 2,5 milliards DA.

L'électrification des exploitations agricoles vise la relance du secteur agricole dans la wilaya de Khenchela et la hausse des rendements en particulier le rendement des cultures stratégiques, ont souligné les responsables locaux.

BOUIRA. CAMPAGNE

La cueillette des olives bat son plein

Les champs et vergers oléicoles de Bouira vivent depuis plusieurs jours une ambiance animée en raison de la campagne de cueillette des olives qui bat son plein et qui rassemblent des familles entières dans les oliveraies de cette wilaya du centre du pays, a-t-on constaté.

Sur les plateaux et plaines oléicoles s'étendant d'Ath Laâziz et de Haizer jusqu'à la vallée du Sahel à Chorfa, à la lisière avec la wilaya de Bejaia, les champs d'oliviers ont repris les couleurs et l'ambiance de la saison hivernale. Les paysans et leurs familles ont enclenché une course contre la montre pour ramasser leurs olives en ces journées ensoleillées, avant le retour des intempéries. Chaque matin, les familles rurales sortent dans les oliveraies équipées de tous les moyens matériels traditionnels, des seaux, des filets de toutes couleurs, des escabeaux, des râtaux à olive et des scies ainsi que biens d'autres outils indispensables pour le ramassage des olives. A Semmache (El Adjiba), comme ailleurs à M'Chedallah, la campagne est déjà arrivée à son plein rythme malgré la maigre récolte attendue cette année, selon les prévisions de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Dans ces régions réputées pour l'abondance de la production oléicole, les agriculteurs affichent leur pessimisme face à la sécheresse suite à un manque criard de pluviométrie enregistré depuis quelques années. "Le déficit en pluies a provoqué une sécheresse qui a affecté la récolte oléicole localement et dans bien d'autres régions du pays", a estimé Mohamed Saïd, un oléiculteur de Semmache. Beaucoup d'autres fellahs ont relevé le phénomène de la sécheresse, qui, ont-ils dit, a "sévèrement affecté les oliveraies". Ils attribuent aussi la baisse du rendement de l'olivier au phénomène d'alternance (à une saison abondante succède une autre à faible rendement), ainsi qu'aux incendies



et à la canicule qui ont perturbé le cycle végétatif de l'olivier notamment durant la phase de pollinisation.

CINQ MILLIONS DE LITRES D'HUILE D'OLIVE ATTENDUS

Selon les prévisions de la DSA, une production de quelque 5 millions de litres d'huile d'olive est attendue à Bouira cette année, ce qui signifie une forte baisse par rapport aux années précédentes qui ont connu une production allant jusqu'à 11 millions de litres de l'huile d'olive. Cette régression a provoqué la hausse des prix de l'huile d'olive, dont le litre a déjà atteint le seuil des 850 dinars cette semaine à Bouira. Dans les huileries, les quantités d'olives reçues depuis le début de la campagne restent modestes, selon des propriétaires de fabriques d'huile d'olive. "Il y'a une baisse sensible de la récolte oléicole cette saison, d'ailleurs, les quantités reçues jusqu'à présent en sont la preuve", a affirmé à l'APS Arezki, un propriétaire d'une huilerie semi-automatique à El Adjiba. A Bouira, plus de 230 huileries dont 43

traditionnelles, 86 semi-automatiques et 106 automatiques sont ouvertes depuis le début de la cueillette des olives, selon les statistiques fournies par les services agricoles. La wilaya de Bouira renferme une superficie oléicole globale de 37.000 hectares, dont plus de 28.000 ha en production, selon les données de la DSA. La chargée du Programme d'appui au secteur agricole en Algérie (PASA), Louiza Amirat, a rappelé que la filière oléicole a bénéficié de ce programme cofinancé par l'Union européenne et le ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement (BMZ) ainsi que l'agence française d'expertise, Expertise France (EF). Le programme est mis en œuvre en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural. L'objectif de ce programme qui s'étale d'octobre 2018 à septembre 2023, est de développer davantage cette importante filière à Bouira, ainsi que dans les autres wilayas concernées, à savoir Bejaia, Tizi Ouzou, Boumerdes, Jijel, Bordj Bou Arreridj Sétif et Médéa, a-t-on rappelé de même source.

MOSTAGANEM. PARC "MOSTALAND"

Plus de 2 millions de visiteurs en 2022

Quelque 2,2 millions de personnes ont visité le parc d'attraction et zoologique "Mostaland" de Mostaganem l'année dernière, a-t-on appris mercredi auprès de l'administration de cet établissement de détente ouvert il y a cinq ans. Le nombre de visiteurs ayant afflué, en 2022, vers les différentes aires et structures de cet espace de loisirs et de divertissement a atteint 2.200.000 personnes, a indiqué à l'APS la directrice de Mostaland, Samia Benmahel. Le parc a accueilli le 31 décembre dernier, lors de la fête de fin d'année, quelque 34.000 visiteurs, alors que le 23 juillet dernier, l'affluence a dépassé les 30.000 visiteurs, a ajouté la même responsable. Mme Benmahel a expliqué cet afflux de visiteurs par la période des vacances scolaires et la saison estivale, périodes par excellence au cours desquelles la wilaya de Mostaganem draine un grand nombre de visiteurs et par la levée des restrictions imposées par la pandémie de la Covid-19.

Au cours des deux dernières années, le parc a aménagé une aire pour les pique-niques familiaux et dispose d'un lac artificiel de détente et surplombant le golfe d'Arzew.

Pour les vacances d'hiver, la responsable de Mostaland a ajouté que le nombre de visiteurs du parc a dépassé les

140.000 visiteurs durant la période allant du 22 au 31 décembre dernier. Le parc d'attraction et zoologique Mostaland s'étend sur une superficie de 57 ha.

Il comprend un village de loisirs, riche de plus de 20 jeux pour adultes et enfants, un parc aquatique "Kherrouba

aqua-parc" et un parc zoologique abritant 140 animaux de 43 espèces, une forêt récréative, des restaurants et locaux, un hôtel 5 étoiles, une aire de sports, un espace dédié aux représentations artistiques et un parking d'une capacité de 5.000 véhicules.

AÏN-TÉMOUCHENT. RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ

Plus de 170 exploitations agricoles raccordées

Quelque 177 exploitations agricoles d'Aïn Témoûchent ont bénéficié, en 2022 du raccordement au réseau d'électricité, a-t-on appris mercredi, auprès de la direction de wilaya de Sonelgaz. La Société publique a procédé à la réalisation de l'équivalent de 81,47 km de réseaux électriques ayant permis le raccordement de 177 exploitations agricoles à travers l'ensemble des communes de la wilaya, a souligné le directeur de wilaya de la Sonelgaz, Mohamed Tayebi. Le réseau électrique a été mis en service au profit de 122 exploitations agricoles et les travaux se poursuivent au cours des prochains jours pour l'achever au profit du reste des exploitations à raccorder à ce réseau éner-

gétique, a-t-on ajouté. Dans le même contexte, les travaux se poursuivent pour raccorder 107 autres exploitations agricoles au réseau électrique, avec des taux d'avancement variables dans le cadre du programme en cours de concrétisation en coordination avec les services agricoles. Les montants dédiés à la prise en charge de ce programme au niveau de la wilaya d'Aïn Témoûchent sont de l'ordre de près de 258 millions DA, mobilisés par Sonelgaz, a ajouté M Tayebi. La wilaya compte 395 exploitations agricoles concernées par le raccordement au réseau électrique, au titre du recensement réalisé par la direction des services agricoles, en collaboration avec Sonelgaz, rappelle-t-on.

ANNABA. INFRASTRUCTURES

TOURISTIQUES

18 projets en cours pour renforcer le réseau

Dix-huit (18) projets sont en cours de réalisation dans la wilaya d'Annaba en vue de renforcer le réseau d'infrastructures touristiques pour en faire une région d'attraction par excellence, a indiqué mercredi à l'APS le directeur du secteur. Ces projets engagés à travers les communes d'Annaba, Seraïdi, Chetaïbi et El Bouni sont des investissements privés de réalisation d'hôtels, de résidences, de villages touristiques et de complexes de loisirs dont plusieurs seront réceptionnés en 2025, a précisé Kamel Tighza. Les projets de complexes touristiques incluant des hôtels 4 étoiles et aires de services touristiques sur la corniche d'Annaba et sur le site de Sidi Aïssa dans la même ville affichent des taux d'avancement des travaux notables et il est prévu de réceptionner quatre hôtels avec structures de services d'accompagnement au cours de la prochaine année 2024 outre le chemin touristique reliant la plage Ain Achir d'Annaba à Oued Boukrat (Seraïdi) sur une distance de six km avec vue sur mer. La wilaya d'Annaba a bénéficié de la levée de gel sur plusieurs projets publics touristiques structurants dont celui des balcons du port portant sur la création d'un site d'attrait touristique dans la ville d'Annaba à proximité de la nouvelle gare maritime dont l'inauguration est attendue incessamment, a-t-on ajouté. Annaba compte cinq zones d'expansion touristique à Seraïdi et El Bouni en plus de deux autres à Chetaïbi centre et à la baie de Chetaïbi totalisant 2.435 hectares. Le parc hôtelier de la wilaya d'Annaba offre une capacité d'accueil d'un peu plus de 6.200 lits, selon la même source.

BLIDA. EAU POTABLE

La production renforcée avec plus de 15.000 m3/J, en 2022

Le système de production d'eau potable de Blida a été renforcé avec plus de 15.000 m3/Jour, en 2022, contribuant ainsi à la réduction du déficit accusé dans la couverture des besoins de la wilaya en la matière, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction locale des ressources en eau. "Le nouvel apport en eau (15.000m3/J) enregistré suite à la mise en service d'un nombre de nouvelles structures de production, a permis de relever le volume de production de la wilaya à 230.000 m3/J, actuellement", a indiqué, à l'APS, le directeur de secteur, Abdelkrim Allouche. Ces nouvelles structures de production sont représentées par 21 nouveaux forages d'eau répartis dans différentes communes de la partie-Est de la wilaya, notamment, en plus de la réhabilitation de 40 autres forages, portant ainsi leur nombre à 377, à l'échelle locale, a ajouté le même responsable. La même période a, également, vu le renforcement des installations de mobilisation d'eau potable, avec deux (2) réservoirs d'eau d'une capacité de 10.000 et 1000 m3, destinés au profit du nouveau pôle urbain de Sidi Serhane, sur les hauteurs de la nouvelle ville de Bouinane (Est). A cela s'ajoute la réalisation de 40 km de conduites d'eau potable, dont 30% relatives à la réhabilitation de vieux réseaux, outre 52 km de conduites d'assainissement, selon le directeur local des ressources en eau.

TOUJOURS SANS "SPEAKER"

Le Congrès américain s'enfonce dans la crise

Dix votes et toujours pas de "speaker": les républicains s'affairaient en coulisses jeudi pour désigner enfin un président à la Chambre américaine des représentants et mettre un terme à la paralysie générée par la fronde d'une poignée d'élus de l'aile droite du parti.

Favori pour remplacer Nancy Pelosi, le républicain Kevin McCarthy a tendu la main à la vingtaine d'élus trumpistes jouant les trouble-fête, leur offrant des concessions de taille. En vain. Le groupe refusait toujours de rentrer dans le rang à l'issue d'un dixième vote, un scénario inédit en 160 ans.

Ce blocage a des répercussions très concrètes: sans président de la Chambre, les élus ne peuvent pas prêter serment ni donc passer de projet de loi. "J'ai l'espoir aujourd'hui que les républicains arrêteront les chamailleries, la médisance et les



coups dans le dos, afin que nous puissions travailler au service du peuple américain", a appelé le chef démocrate Hakeem Jeffries.

"FAUSSE ROUTE"

Membres de la frange la plus conservatrice du parti, ces élus trumpistes ne font fondamentalement pas confiance à M. McCarthy et profitent de la très fine majorité républicaine décrochée aux élections de mi-mandat de novembre pour poser leurs conditions. Le républicain, qui ne peut pas être élu sans leur soutien, a notamment accédé à une de leurs requêtes visant à faciliter l'éviction du "speaker". Mais l'opposition à sa candidature semblait se cristalliser. "Nous devons réparer ce système défectueux", a estimé l'élus du Montana Matt Rosendale, exhortant d'autres républicains à se joindre à leur fronde.

"MOINS GRAVE" QU'EN 1856

L'élection du "speaker", le troisième personnage le plus important de la politique américaine après le président et le vice-président, nécessite une majorité de 218 voix. Kevin McCarthy plafonnait pour le moment à 201.

Combien de temps sa candidature restera-t-elle viable? L'élus de Californie ne dispose pas pour autant de concurrent crédible. Seul le nom du chef de groupe Steve Scalise circule comme possible alternative, sans que ses chances ne semblent sérieuses. La Chambre continuera à voter jusqu'à ce qu'un président soit élu. Ce qui n'est généralement l'affaire que de quelques heures, pourrait s'étendre sur

plusieurs semaines: en 1856, les élus du Congrès ne s'étaient accordés qu'au bout de deux mois et 133 tours. "Il ne fait pas de doute que les problèmes qui nous divisent aujourd'hui sont bien moins graves que ceux que nous avions en 1856", a lancé l'élus John James, en appelant ses collègues à se ranger sans attendre aux côtés de Kevin McCarthy.

Le président démocrate, Joe Biden, a qualifié mercredi cette situation d'"embarrassante", assurant que "le reste du monde" suivait de près la pagaille au Congrès.

AGACEMENT

L'agacement et l'impatience se faisaient aussi sentir dans les rangs du "Grand Old Party", qui soutiennent très largement la candidature de Kevin McCarthy, donnant lieu à des débats très animés dans l'hémicycle.

Les républicains se trouvent ainsi dans l'incapacité pour le moment d'ouvrir les nombreuses enquêtes qu'ils avaient promises contre Joe Biden. Une situation que les démocrates observent avec un certain amusement, entre rires narquois et applaudissements à leurs collègues républicains. Le parti de Joe Biden fait bloc autour de la candidature du chef Hakeem Jeffries, mais l'élus ne dispose pas non plus d'assez de voix pour accéder au perchoir. Être face à une Chambre hostile, mais désordonnée, pourrait se révéler être une aubaine politique pour Joe Biden, s'il confirme son intention de se représenter en 2024 -- décision qu'il doit annoncer en début d'année.

INONDATIONS AU PAKISTAN

Plus de 16 milliards de dollars nécessaires pour la reconstruction

Plus de 16 milliards de dollars sont nécessaires pour la reconstruction sur le long terme dans les zones frappées par les inondations de l'été dernier au Pakistan, a indiqué l'ONU jeudi. Pour répondre à ces besoins, l'ONU et le Pakistan organisent lundi prochain à Genève une conférence internationale de soutien de haut niveau, en présence du chef des Nations unies Antonio Guterres et du Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif.

Plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement sont attendus, ainsi que des ministres mais

leurs noms n'ont pas été dévoilés. "Les besoins sont d'environ 16,3 milliards de dollars", a déclaré le représentant du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) au Pakistan, Knut Ostby, lors d'une conférence de presse à Genève.

En visioconférence, Syed Haider Shah, responsable de la division ONU au sein du ministère des Affaires étrangères pakistanais, a indiqué que son pays envisageait de couvrir "la moitié de ces besoins" par le biais de son propre budget et de partenariats public-privé, ainsi que par la participation

de la société civile. "Pour le reste, nous comptons sur le soutien des donateurs", a-t-il dit.

"Cette conférence est à bien des égards le début d'un processus qui s'étendra sur plusieurs années", a souligné pendant la conférence de presse l'ambassadeur pakistanais auprès des Nations unies à Genève, Khalil Hashmi, qualifiant la conférence "de moment crucial pour que la communauté internationale se tienne au côté du peuple pakistanais" après ces inondations dévastatrices. Les pluies de mousson sans précédent

au cours de l'été dernier ont submergé un tiers du Pakistan, endommageant deux millions de maisons et tuant plus de 1.700 personnes.

Des millions de personnes sont tombées sous le seuil de pauvreté car la mousson a emporté de vastes étendues de cultures et de nombreuses familles déjà appauvries ont perdu leurs moyens de subsistance.

"Les prix des denrées alimentaires augmentent et le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire pourrait progresser de 7 à 14,6 millions", a prévenu M. Ostby.

PORUTGAL

Le gouvernement échappe à la censure du Parlement

La majorité socialiste qui soutient le gouvernement portugais d'Antonio Costa a rejeté jeudi une motion de censure soumise au vote du Parlement par une petite formation libérale pour dénoncer l'enchaînement de polémiques et démissions au sein de l'exécutif. Peu après la fin d'un débat marqué par une nouvelle polémique concernant la secrétaire d'Etat à l'Agriculture, entrée en fonction seulement 24 heures auparavant, celle-ci a démissionné à son tour. Le quotidien populaire Correio da Manhã avait révélé jeudi que la responsable avait ses comptes bancaires gelés depuis mars dernier dans le cadre d'une enquête pour corruption visant son mari, ancien maire de Vinhais (nord-est). "La secrétaire d'Etat n'a été accusée de rien. Être marié à quelqu'un qui a été accusé pose un problème éthique?", avait pourtant réagi le Premier ministre au Parlement, demandant à ses détracteurs si un gouvernement devait être évalué "par sa composition ou par ses résultats". La motion de censure, vouée à l'échec, a été présentée par la formation Initiative libérale en réaction à la démission, la semaine dernière, du ministre aux Infrastructures et au Logement, Pedro Nuno Santos, embarrassé par une affaire autour d'une indemnité de départ de 500 000 euros versée à une ancienne dirigeante de la compagnie aérienne publique TAP nommée quelques mois plus tard secrétaire d'Etat au Trésor. Le Premier ministre avait tenté de clore la controverse en annonçant lundi un mini-remaniement ministériel, censé garantir la continuité de l'action de son gouvernement dans le dossier sensible de la TAP Air Portugal, en pleine restructuration en échange d'une aide publique de 3,2 milliards d'euros. Avant ses polémiques plus récentes, un secrétaire d'Etat adjoint au Premier ministre avait dû démissionner en novembre, deux mois après sa nomination, pour avoir été mis en cause dans une affaire de malversation qu'il aurait commis du temps où il était maire de Caminha (nord). Au pouvoir depuis fin 2015, le Parti socialiste a remporté une large victoire aux élections législatives anticipées de janvier dernier, mais en dépit de la majorité absolue qui le soutient depuis, Antonio Costa a échoué à donner un nouveau souffle à son gouvernement, butant sur l'empilement d'affaires encombrantes. Au total, son exécutif a déjà vu partir une douzaine de ses membres en moins d'un an, et avait déjà été confronté en juillet à une première motion de censure présentée par le parti d'extrême droite, Chega.

CINÉMA

Premier tour de manivelle du long métrage sur "Lakhdar Ben Khlouf"

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a donné jeudi au Bastion-23 à Alger, le coup d'envoi du tournage du long métrage de Mohamed Chouikh, retraçant les étapes de la vie du poète et moudjahid soufi Sidi Lakhdar Ben Khlouf.

Après avoir donné le coup d'envoi du tournage des premières séquences de ce film en présence du conseiller auprès du Président de la République, chargé de la culture et de l'audiovisuel, Ahmed Rachdi, du ministre des moudjahidines, Laid Rebiga et de plusieurs artistes, la ministre a indiqué que le film "retrace la vie d'une éminente personnalité symbolique qui fait partie de la mémoire de la poésie et de lutte populaire algérienne". Selon Mme Mouloudji a affirmé que ce film de 100 minutes était une production commune, entre le ministère de la Culture et des Arts, représenté par le Centre algérien du développement du cinéma (CADC) et la société privée de cinématographie "Making Off". Le long métrage retrace la vie du moudjahid Sidi Lakhdar Ben Khlouf, le doyen du Malhoun lors du 16^e siècle, a-t-elle indiqué, ajoutant que "la réalisation de telles œuvres historiques sur ces braves personnalités algériennes contribue à perpétuer leurs hauts faits et leur patrimoine". Et d'ajouter que "le ministère a obtenu en 2022 une autorisation exceptionnelle en vertu de laquelle tous les projets cinématographiques en suspens ont été régularisés dont les longs métrages, les courts métrages et les films d'animation", a-t-elle révélé, soulignant qu'il sera procédé mi-janvier en cours à la "mise en place de



nouvelles commissions pour soutenir les différentes catégories des projets et le lancement du programme de soutien pour l'année 2023". Pour sa part, le ministre des Moudjahidines et des Ayants droit, Laid Rebiga a souligné que cette production cinématographique traite d'une "personnalité qui a écrit son nom en lettres d'or dans l'histoire de l'Algérie", affirmant que Sidi Lakhdar Ben Khlouf "a contribué à l'écriture de l'histoire de l'Algérie à travers plusieurs poèmes du Malhoun hérités de génération en génération, à l'instar de son poème +Cherchell+ et "Mazagran" qui parle de la bataille de Mazagran à laquelle il prit part.

M. Rebiga a relevé que ces œuvres historiques s'inscrivaient dans le cadre "de la consécration des engagements du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune dans le domaine de l'audiovisuel". Le réalisateur et scénariste de "Sidi Lakhdar Ben Khlouf", Mohamed Chouikh a estimé que ce film "se veut une contribution dans l'écriture de l'histoire nationale

alliant vérité historique et fiction (...), ajoutant que le film retrace des étapes de la vie du poète Sidi Lakhdar Ben Khlouf". Le comédien Hassan Kechache incarne dans ce film, dont le tournage durera 12 semaines, le personnage du poète Sidi Lakhdar Ben Khlouf.

Le réalisateur Mohamed Chouikh a initié son parcours cinématographique en début des années 1960 d'abord en tant qu'acteur avant de se lancer dans la réalisation en 1972. Il compte à son actif de réalisateur plusieurs films, à savoir "La citadelle" (1989), "Youcef" (1993), "Douar de femmes" (2005) et "Andalou" (2011). Icône du Melhoun et du Madih, Lakhdar Ben Khlouf est connu aussi pour sa poésie dédiée au Prophète (QLSSSL) et à l'épopée de Mazagran (1558). Il compte deux poèmes célèbres sur la résistance algérienne face aux Espagnols.

L'Algérie célèbre annuellement ce genre poétique à travers les poèmes de Ben Khlouf lors du festival national du melhoun organisé à Mostaganem.

IRAN

L'actrice Taraneh Alidoosti libérée à Téhéran

L'actrice iranienne, Taraneh Alidoosti, a été libérée sous caution mercredi après trois semaines de détention pour avoir soutenu les manifestations en Iran, selon son avocate. L'Iran est secoué par des manifestations déclenchées par la mort, le 16 septembre de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, décédée après son arrestation par la police des mœurs pour infraction au code vestimentaire strict de la République islamique. Les responsables iraniens dénoncent généralement des "émeutes" et affirment que des centaines de personnes ont été tuées dans ces troubles, y compris des membres des forces de sécurité, et des milliers d'autres arrêtées. Mme Alidoosti, 38 ans, était détenue dans la prison d'Evine, à Téhéran, depuis le 17 décembre après avoir publié plusieurs messages sur les réseaux sociaux affichant son soutien au mouvement de contestation, dont certains avec des photos sur lesquelles elle ne portait pas de voile et condamnait l'exécution de manifestants. "Ma cliente a été libérée sous caution aujourd'hui", a annoncé mercredi son avocate Zahra Minooee à l'agence de presse Isna. Des

photos publiées sur Twitter la montre tête nue, sans voile, portant un bouquet de fleurs et discutant au téléphone, à sa sortie de prison, où des amis et collègues l'avaient accueillie. Des figures du cinéma iraniens figuraient parmi eux dont les metteurs en scène Mani Haghighi et Saeed Roustayi.

"COURAGEUSE"

D'autres photos la montrent dans une voiture tirant la langue et faisant le V de la victoire avec ses doigts. L'actrice britannique d'origine iranienne Nazanin Boniadi a salué le fait que sa consœur était apparue "courageusement sans le voile obligatoire sur les photos après sa libération". Taraneh Alidoosti était la personnalité la plus célèbre arrêtée en lien avec les manifestations. Elle est notamment connue pour avoir joué dans des films primés du réalisateur Asghar Farhadi, dont "Le Client", Oscar du meilleur film en langue étrangère en 2017. Elle a aussi joué dans le film de Saeed Roustayi "Leila et ses frères", présenté cette année au Festival de Cannes. Celui-ci a salué sa libération dans un tweet accompagné d'une photo d'elle sans voile. "L'actrice iranienne Taraneh Alidoosti

a été libérée après trois semaines de détention: quelle joie et soulagement! Restons impliqués!", a-t-il écrit. Près de 500 personnalités et autres professionnels du cinéma, comme l'actrice française Marion Cotillard ou le réalisateur espagnol Pedro Almodovar, avaient appelé en décembre dans une lettre ouverte à sa libération immédiate. Emma Thompson, Goldshifteh Farahani, Kristen Stewart, Jeremy Irons et Mark Ruffalo entre autres jugeaient que le moment choisi pour son arrestation, peu avant Noël, visait à "faire en sorte que ses collègues à l'international soient distraits". "Mais nous ne sommes pas distraits. Nous sommes révoltés", disaient-ils dans la lettre. "Taraneh a été arrêtée pour avoir condamné sur Instagram l'exécution de Mohsen Shekari, le premier manifestant condamné à mort depuis le début des manifestations à l'échelle nationale qui ont suivi le meurtre brutal par la police de la Kurde iranienne Mahsa Amini en septembre", ajoutaient-ils.

"PAYER N'IMPORTE QUEL PRIX"

"Comme tous les citoyens d'Iran, elle a le droit à la liberté

d'expression, à la liberté d'association et d'être libre de toute arrestation et détention arbitraires. Nous sommes solidaires et exigeons sa libération immédiate", soulignaient-ils encore.

Depuis son arrestation, le compte Instagram de l'actrice, suivie par plus de 8 millions de personnes, reste inaccessible. "Votre silence signifie que vous soutenez l'oppression et l'opresseur", avait-elle déclaré dans son dernier message publié sur les réseaux sociaux, le jour où Mohsen Shekari, 23 ans, était devenu le premier manifestant exécuté par les autorités iraniennes. Elle avait aussi annoncé ne pas souhaiter quitter l'Iran, se disant prête à "payer n'importe quel prix pour (ses) droits".

Le 9 novembre, elle avait posté une photo d'elle sans voile, avec une pancarte portant le message "Femme, vie, liberté", le principal slogan des manifestations. Selon l'agence de presse judiciaire Mizan Online, l'actrice avait été arrêtée "sur ordre de l'autorité judiciaire" car elle "n'avait pas fourni les preuves concernant certaines de ses affirmations" concernant les manifestations.

KHENCHELA

Clôture des journées de théâtre pour enfants

Les journées de Khenchela de théâtre pour enfants ont été clôturées jeudi à la maison de la culture Ali-Souaï par la pièce "Mafatih El-Hakim" du théâtre régional de Constantine. "Mafatih El Hakim" (Les Clés du sage) a reçu des applaudissements nourris des enfants présents dont beaucoup ont tenu à prendre des photos avec les comédiens du théâtre régional de la ville des ponts suspendus. Cette manifestation a été un succès au regard des centaines d'enfants affluant quotidiennement pour suivre les spectacles programmés du 25 décembre dernier au 5 janvier, a déclaré à l'APS Mme Samia Merzougui, directrice de la maison de jeunes, Ali-Souaï, initiatrice de ces journées. Événement culturel majeur pour le secteur, cette manifestation a connu la participation de cinq troupes des wilayas de Sétif, Constantine, Biskra, Skikda et Oum El-Bouaghi qui ont présenté dix jours durant, des pièces à dimension socio-pédagogique, a rappelé la même cadre. Ce qui a distingué cette édition qui a coïncidé avec les vacances scolaires a été aussi la forte présence des familles et parents d'enfants, a-t-elle noté. Des concours, des ateliers de formation pour enfants et des spectacles de clowns ont été organisés en marge de ces journées qui ont été également marquées par un spectacle de poupées géantes à l'extérieur de la salle des spectacles outre la diffusion de chants.

JOURNÉES DE LA MARIONNETTE À TIZI-OUZOU

«La cigale et la fourmi», un classique en compétition

La pièce "Enamla oua Essourssour" une adaptation de la fable "La cigale et la fourmi" de Jean de La Fontaine, est le quatrième spectacle entré en compétition, jeudi, sur les planches du théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi-Ouzou dans le cadre des deuxièmes Journées Irathen de la marionnette. Présentée par la troupe "Damou" de la wilaya de Chlef, qui concourt pour le prix Irathen d'Or du meilleur spectacle de marionnettes, la pièce produite par le marionnettiste "Damou" reprend la fable de La Fontaine, une cigale qui passe tout l'été à chanter pendant que d'autres insectes amassent des provisions pour l'hiver. Une histoire connue du public composé majoritairement d'enfants. Ces derniers ont vite fait de résumer la fable et le message qu'elle véhicule avant même la fin de la présentation, a-t-on constaté. "Je connais l'histoire, la cigale ne travaille pas et se moque de la fourmi qui amasse du blé pour la saison froide et lorsque l'hiver arrive elle ne trouvera pas quoi manger et se rendra compte alors de son erreur et de l'importance de travailler", a résumé un enfant invité sur scène par l'animateur. À noter qu'avant la présentation, le marionnettiste Damou a offert au public un mini spectacle d'une marionnette dansant et chantant la chanson "Zwits Riwits" de Idir (1949-2020) auteur notamment du succès planétaire "A Vava Inouva". La compétition pour le "Irathen d'Or" se poursuivra encore vendredi et samedi avec le passage demain vendredi la troupe de Relizane qui présentera, la matinée, le spectacle "El Maghara" (La grotte) et de la troupe de Sidi Bel Abbès avec "Ezahra El Mafqouda" (la fleur disparue) l'après-midi. Pour rappel, sept troupes sont en compétition pour le prix "Irathen d'Or" du meilleur spectacle de marionnettes, à cet événement culturel organisé par l'association culturelle Irathen en collaboration avec d'autres partenaires. La cérémonie de clôture est prévue pour samedi.

Les courses en direct



HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER
SAMEDI 7 JANVIER 2023 - PRIX : ROMA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 400 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

Nour Echams, Cheikh El Arabe et Rikhtal El Hidhab, trio de charme

Ce samedi 7 janvier l'hippodrome du Caroubier nous programme ce prix Roma réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur né-élevé, n'ayant pas totalisé la somme de 181 000 dinars en gains et places depuis septembre passé. Le trio formé avec Nour Echams, Cheikh El Arabe et Rikhtal El Hidhab s'annonce au dessus du lot, tandis que pour la suite cela va être plus ouvert avec les bonnes candidatures de : Asafa de Tune, Roshedi de Dilmi, Gania d'Hem, Fadhel ou Dinarzed d'Hem.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. ISMATALI. Pas évident, tâche assez difficile. Le lot est consistant à l'arrière.

2. FARES D'HEM. Ce poulain risque de trouver le parcours assez long pour lui. Outsider assez lointain.

3. CHEIKH EL ARABE. À voir son taux de gains tout porte à croire qu'il s'est réservé pour cette épreuve.

4. FADHEL. Il peut faire partie des prétendants à la cinquième place. Outsider moyen.

5. RAMOS. Je crains qu'il s'attaque à plus forte partie. Tâche assez délicate.

6. GHAFILA. Pour le choix du jockey,

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
Z. AIT YOUCEF	1	ISMATALI	A. HAMIDI	57	4	F. SOUILMI
EH. HAMANI	2	FARES D'HEM	D. BOUBAKRI	57	5	S. ROUANE
M. SELLAMI	3	CHEIKH EL ARABE	H. RAACHE	57	2	AB. DAOUDARI
M. BECHAIRIA	4	FADHEL	A. YAHIAOUI	57	6	PROPRIÉTAIRE
M. BENAROUSSE	5	RAMOS (0)	O. CHEBBAH	56	1	B. MAHBOUB
D. HAMANI	6	GHAFILA	S. BENYETTOU	55	8	S. ROUANE
MZ. METIDJI	7	GAZELLE D'HEM	B. BENSALD	55	11	K. BAGHDAD
S. BERRAH	8	RIKHTAL EL HIDHAB	CH. ATTALLAH	55	3	PROPRIÉTAIRE
MZ. METIDJI	9	GANIA D'HEM	K. BAGHDAD	54	9	K; BAGHDAD
AB. AMMARI	10	ASafa DE TUNE	JJ : CH. CHAABANE	54	13	A. CHELLAL
M. ZIDELKHIR	11	DINARZED D'HEM	T. ALI OUAR	54	12	A. ROUIBAH
M. BENAROUSSE	12	ROSHEDI DE DILMI	K. RAHMOUNE	54	10	B. MAHBOUB
M. SELLAMI	13	NOUR ECHAMS	JJ : MS. AIDA	53	7	AB. DAOUDARI

key, au mieux on peut la cocher pour une cinquième place.

7. GAZELLE D'HEM. Rien de probant. À revoir.

8. RIKHTAL EL HIDHAB. Il peut même faire partie des meilleures places du podium avec Ch. Attallah en selle. À suivre sans voir.

9. GANIA D'HEM. Méfiance, cette pouliche n'est pas dépourvue de moyens. Elle peut se racheter de sa défaite en dernier lieu au Caroubier.

10. ASafa DE TUNE. Cette jument court sur son parcours de prédilection. À suivre.

11. DINARZED D'HEM. Elle n'arrive toujours pas à trouver une meilleure solution, on peut tout juste la cocher pour une cinquième place.

12. ROSHEDI DE DILMI. Je trouve que ce cheval n'est pas là par

hasard. D'autant que cette fois-ci, il bénéficie d'une belle décharge au poids. Il va être notre outsider préféré.

13. NOUR ECHAMS. C'est le logique gagnant de l'épreuve. On ne peut aller contre.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

13. NOUR ECHAMS - 3. CHEIKH EL ARABE - 8. RIKHTAL EL HIDHAB - 10. ASafa DE TUNE - 12. ROSHEDI DE DILMI

LES CHANCES

9. GANIA D'HEM - 11. DINARZED D'HEM

Oran : un individu placé en détention provisoire pour usurpation d'identité et escroquerie

Un prévenu a été placé en détention provisoire jeudi à Oran pour usurpation d'une identité liée à une profession réglementée, à l'escroquerie et à la mise en vente de matériel médical défaillant, a-t-on indiqué dans un communiqué du parquet de la Cour d'El-Othmania. "En vertu de l'article 11, paragraphe 3 du code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal d'El-Othmania informe que dans le cadre de la lutte contre le phénomène de la pratique illégale du métier de la santé, avec la mise en danger de la vie des personnes, le dénommé B.A.M a été présenté, selon les procédures de citation directe, pour pratique de différentes activités comme la "hidjama", l'acupuncture, la Roqia et la médication à l'aide de sangsues, vente d'huiles et d'herbes médicinales, ainsi que massage de relaxation", a-t-on précisé dans le document. Le mis en cause dans ces affaires a été poursuivi pour les délits d'usurpation d'une identité liée à une profession légalement réglementée et dont les conditions ont été fixées par les pouvoirs publics, pour escroquerie, exposition et mise en vente de produits médicaux défaillants, selon la même source.

Un Américain tue sept membres de sa famille et se suicide

Un homme de 42 ans a tué cinq enfants, sa femme et sa belle-mère par arme à feu avant de se suicider dans l'ouest des Etats-Unis ont annoncé jeudi les autorités locales. Les premiers éléments de l'enquête "suggèrent que le suspect s'est suicidé après avoir tué sept autres personnes dans le foyer", a expliqué dans un communiqué la ville d'Enoch City dans l'Utah où a eu lieu la tragédie. La police a découvert les cadavres, mercredi après-midi après avoir reçu un appel leur demandant de s'assurer de l'état de la famille, selon le document. Ils ont alors découvert les huit cadavres, qui portaient tous des "blessures par balle", poursuit le communiqué. Les cinq enfants étaient âgés de 4 à 17 ans. Le suspect, Michael Haight, a également tué sa femme de 40 ans et sa belle-mère de 78 ans, avant de retourner son arme contre lui. L'enquête doit se poursuivre avec l'audition de témoin du drame et les autopsies des corps, ajoute la même source. Enoch City est une petite ville de 7 000 habitants, située dans le sud-ouest de l'Utah, à plus de quatre heures de route de la capitale de l'Etat, Salt Lake City.

Démantèlement d'un réseau de faussaires de billets de banque à Batna

Les éléments de la brigade de la gendarmerie nationale de la commune de Tiltatou, wilaya de Batna, ont réussi à démanteler un réseau de faussaires de billets de banque, ils ont saisi 32 faux billets de 2 000 dinars, soit un montant de 64 000 DA, et ont déjoué une tentative de transport et d'écoulement de cette fausse monnaie, indique un communiqué du groupement territorial de la gendarmerie nationale dont une copie a été remise jeudi, à l'APS. Selon le communiqué, cette opération s'est déroulée lors de la mise en place d'un barrage de contrôle



des usagers de la route, sur la RN 28 reliant Aïn Touta et Barika. La fouille des bagages d'un

passager âgé de 26 ans, voyageant à bord d'un taxi, a permis de mettre la main sur des

billets de 2 000 DA, totalisant la somme de 64.000 DA en fausses coupures. Le même document précise que le suspect a été conduit au siège de la gendarmerie où l'enquête a permis d'identifier un complice âgé de 27 ans qui a été arrêté en possession de billets similaires d'une valeur de 10 000 DA, une imprimante et divers matériels utilisés par les contre-facteurs, ont été saisis. Après l'accomplissement des procédures prévues par la loi, les deux individus arrêtés ont été présentés devant les autorités judiciaires compétentes, précise le communiqué.

Vague de froid en Inde : 22 morts dans l'État de l'Uttar Pradesh

Au moins 22 personnes sont mortes d'une crise cardiaque en une seule journée, alors que déferle une vague de froid dans l'État de l'Uttar Pradesh, situé dans le nord de l'Inde, ont annoncé vendredi des responsables du pays. Les décès ont été signalés à Kanpur, à environ 88 km à l'ouest de Lucknow, la capitale de l'Uttar Pradesh. Selon les données publiées par l'Institut de cardiologie et de chirurgie cardiaque de Kanpur, 723 patients cardiaques sont arrivés jeudi aux urgences et au service des consultations externe de l'hôpital. Les données ont en outre révélé que sept patients étaient décédés sous traitement à l'hôpital, tandis que quinze autres ont été déclarés morts à leur arrivée. Les médecins de l'hôpital ont attribué l'augmentation brutale de la pression artérielle qui entraîne des crises cardiaques à la vague de froid qui frappe Kanpur.

Découverte d'une nouvelle espèce de boa nain en Amazonie équatorienne

Une équipe de scientifiques a découvert une nouvelle espèce de boa nain en Amazonie équatorienne, considérée comme une "relique" dans le monde animal car elle possède les restes d'un bassin. Tropicodphis cacuangoae a été nommé "en l'honneur de l'activiste équatorienne Dolores Cacuango", qui a été pionnière dans la lutte pour les droits des indigènes et a fondé les premières écoles bilingues, a indiqué mercredi le ministère de l'Environnement. Mesurant jusqu'à 20 centimètres de long et présentant des couleurs et des motifs très similaires à ceux d'un boa classique, les deux spécimens de Tropicodphis cacuangoae étudiés ont été trouvés dans la réserve nationale Colonso Chalupas, dans la province de Napo (centre-est), et dans la réserve privée Sumak Kawsay, dans la province voisine de



Pastaza (est). Ces serpents "sont une relique du temps, ce sont des animaux tellement anciens qu'évidemment trouver ou croiser un de ces animaux est un privilège", a déclaré le chercheur équatorien Mario Yanez, de l'Institut national de la biodiversité (Inabio). La nouvelle espèce possède un "bassin vestigial, caractéristique des serpents

primitifs, qui témoigne de la réduction des membres chez les reptiles écailleux il y a des millions d'années, suite aux pressions climatiques de l'ère quaternaire", a expliqué M. Yanez. Cette recherche de quatre ans a également été menée par Mauricio Ortega (Equateur), Alexander Bentley (Etats-Unis), Claudia Koch (Allemagne) et

Omar Entiauspe Neto (Brésil). Les résultats ont été publiés fin décembre dans le "European Journal of Taxonomy". Selon le ministère de l'Environnement, cette découverte porte à six le nombre d'espèces du genre Tropicodphis, qui ne se trouve qu'en Amérique du Sud. "L'identification de cette nouvelle espèce est un argument de plus pour maintenir et augmenter les zones protégées en Equateur", a plaidé M. Yanez. Le boa nain est considéré comme endémique en Equateur et son habitat est constitué par les forêts de collines, dans des zones pluvieuses, humides et brumeuses.

De nouveaux records de température enregistrés en Europe

Des températures élevées ont été enregistrées en Europe en plein hiver battant des records, a rapporté jeudi l'Organisation météorologique mondiale (OMM). L'agence onusienne a souligné que des températures supérieures à 20°C ont été enregistrées dans de nombreux pays du vieux continent au cours des mois de décembre et janvier. Des centaines de stations météorologiques à travers l'Europe ont enregistré la température quotidienne la plus élevée jamais atteinte au cours de ces deux mois. À titre d'exemple, le 31 décembre, le mercure a atteint un maximum record de 25,1 C dans la ville espagnole de Bilbao, dépassant 24,4 C du 1er janvier 2022. D'autres exemples remarquables de températures élevées au cours du dernier jour de 2022 sont les 18,9°C atteints à Varsovie, la capitale de la Pologne, qui ont battu les 13,8°C de janvier 1993, ou les 19,4 C enregistrés dans la ville allemande de Dresde, qui ont dépassé le record absolu de 17,7°C le 5 décembre 1961. Une zone de haute pression sur le bassin méditerranéen et un système de basse pression atlantique ont provoqué un fort flux de sud-ouest qui a amené de l'air chaud du nord-ouest de l'Afrique vers les latitudes

MISE AUX POINGS

«Belmadi et son staff ont bel et bien signé leur avenant qui porte sur une prolongation de contrat jusqu'en 2026. Chaque Coupe d'Afrique des nations (CAN), nous allons faire l'évaluation nécessaire, on n'ira pas en Coupe d'Afrique pour faire de la figuration. Le sélectionneur sera évalué par son employeur».

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Djahid Zefizif



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

LE PRÉSIDENT DE LA FAF MET UN TERME AU SUSPENSE :

«Belmadi a prolongé son contrat jusqu'en 2026»

C'est désormais officiel. Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, poursuivra sa mission aux commandes techniques des Verts. C'est le président de la FAF, Djahid Zefizef, qui l'a confirmé hier sur les ondes de la Radio nationale.

Le patron de la première instance footballistique algérienne a fait savoir, à ce propos, que Belmadi, dont le contrat a pris fin officiellement le 31 décembre dernier, a déjà signé un avenant portant la prolongation de son bail jusqu'en 2026.

Et même si Zefizef n'a pas donné plus de détail au sujet des clauses du nouveau contrat de travail liant Belmadi à la FAF, on apprend que le document comprend un objectif intermédiaire pour la CAN-2024 qui aura lieu en Côte d'Ivoire et pour laquelle l'équipe nationale est bien partie pour se qualifier après deux journées des éliminatoires.

Selon toujours nos informations, " Il n'y



avait aucune hésitation de part et d'autre pour la poursuite de la collaboration jusqu'à 2026 avec néanmoins un objectif intermédiaire pour la CAN 2024", assure notre source.

À cet effet, et pour que Belmadi poursuive sa mission jusqu'aux éliminatoires du Mondial-2026 et réalise son rêve de

participer dans ce rendez-vous planétaire après l'avoir raté d'une manière très amère en mars dernier contre le Cameroun, il doit mener les Fennecs au moins au dernier carré de la prochaine édition de l'épreuve continentale.

Par ailleurs, rien n'a été dévoilé concernant l'aspect financier du nouveau contrat liant Belmadi à la FAF. Plusieurs voix se sont élevées, depuis l'élimination du Mondial-2022, pour exiger de revoir à la baisse le salaire du sélectionneur national, jugé exorbitant, surtout après que l'intéressé a échoué à qualifier les Verts au rendez-vous qatari.

Autre motivation derrière cette revendication : la situation financière de la FAF qui, de l'aveu même de son président, n'est pas reluisante.

Mais pour Zefizef, "Belmadi obtient un salaire qui le mérite. Il n'est ni modeste ni exagéré", a-t-il encore dit, assurant que le coach national "n'accorde pas de l'importance à tout ce qui se dit à son encontre. Il est concentré uniquement sur son travail".

Par ailleurs, l'homme fort de la FAF a confirmé l'arrivée du latéral gauche Aït Nouri en mars prochain, ajoutant que celle d'Aouar est dans la bonne voie. En revanche, concernant Gouiri, que tout le monde veut sous le maillot national, Zefizef a précisé que "rien n'a été encore fait avec ce joueur".

Hakim S.

L'« EXPO HAJJ » DU 9 AU 12 JANVIER

Belmahdi participera au rendez-vous de Djeddah

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmahdi effectuera une visite à Djeddah au Royaume d'Arabie saoudite, du 9 au 12 janvier, pour participer aux activités de la conférence et exposition « Expo Hajj » sur les services du Hadj et de la Omra. Cet événement sera organisé sous le patronage du conseiller du Serviteur des deux Lieux saints de l'Islam, l'Émir de la région de la Mecque, Khaled al-Faisal, cette dernière sera couronnée par la signature de la convention du Hadj entre les deux pays. Il est placé sous le thème « Qualité du système de service ». Il sera question pour l'"Expo Hajj" 2023 de discuter des opportunités d'améliorer les services d'infrastructure et l'entretien des installations de lieux sacrés, d'assurer la durabilité de qualité des services offerts aux visiteurs à la Mecque, de faciliter leur accès aux deux saintes mosquées.

M.Seghilani

SAÏHI ANNONCE DES PROJETS

Un CHU à Sétif et trois pôles sanitaires à Illizi

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi a annoncé la réalisation de plusieurs structures sanitaires de proximité, universitaires et des services d'urgences au niveau des wilayas de Sétif, d'Ilizi, de Touggourt et d'Oran en vue de garantir une meilleure prise en charge aux citoyens à leur lieu de résidence.

S'exprimant jeudi passé, lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale, consacrée aux questions orales, le ministre a affirmé que la wilaya d'Ilizi « bénéficiera de la réalisation de trois pôles sanitaires, actuellement en étude. Et ce en application des instructions des hautes autorités pour mobiliser tous les moyens au service du citoyen sans qu'il se déplace à d'autres wilayas ». Concernant le besoin de la wilaya de Sétif d'un hôpital universitaire, Saïhi a fait état « d'une étude pour la réalisation d'un nouveau CHU à cette wilaya dans le cadre de « l'élaboration d'une nouvelle cartographie nationale sanitaire qui définira les besoins de chaque région en termes de ressources matérielles et humaines en se basant sur des données démographiques, épidémi-

logiques, géographiques, environnementales et socioéconomiques, outre les orientations de plan national de l'aménagement du territoire ». La wilaya de Sétif qui compte quelques deux millions d'habitants, a bénéficié de spécialités médicales supplémentaires, en sus d'un service d'urgences qui entrera bientôt en service et d'autres projets gelés qui seront relancés », a précisé le ministre. Pour la wilaya de Touggourt, le ministre a mis en avant « la prise en charge des revendications relatives à l'acquisition des ambulances, en attendant de renforcer le parc de la wilaya en véhicules 4x4, un scanner, l'ouverture d'un hôpital pédiatrique et une autre structure de santé d'une capacité de 240 lits qui sera livrée en avril prochain ». Quant à la wilaya d'Oran, le ministre a rappelé que les communes d'Aïn Turk et Bousfer connaissent une surcharge en pleine saison estivale, ajoutant qu'il a été décidé de doter Aïn Turk d'un service d'urgences alors que Bousfer bénéficiera d'une polyclinique dans le cadre de la cartographie sanitaire d'Oran.

Sarah O.

LA CACI ORGANISE CE LUNDI UNE JOURNÉE D'INFORMATION SUR LA LF-2023

Les entreprises au cœur de la relance économique

A fin de mieux comprendre l'environnement réglementaire et économique, notamment en ce qui concerne les aspects bancaires, fiscaux et douaniers liés aux échanges commerciaux, les facilitations mises en place pour encourager les investissements productifs locaux ou étrangers, parus dans la Loi de finances 2023, une journée d'information sur ces nouveaux textes aura lieu le lundi 9 janvier 2023 à 08h30, à l'hôtel El Aurassi- Alger. Organisée par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), sous le haut parrainage du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, cette journée sera animée par de hauts responsables des administrations centrales des budgets, des impôts, des douanes, du commerce et de la Banque d'Algérie. Ces derniers tenteront en marge de ce colloque, essentiellement, d'informer les opérateurs économiques sur les nouvelles dispositions introduites par la Loi de finances 2023 concernant les entreprises, laquelle renforce la ligne initialement tracée par le président Tebboune, dans le cadre de l'édification de la nouvelle Algérie, où l'État social y est plus fort et plus présent que jamais. Une rencontre qui permettra ainsi de mieux comprendre les grandes lignes de la relance économique et industrielle qui se fera sur tous les secteurs, non sans perdre de vue aussi bien l'agriculture, la pêche, ainsi que l'aquaculture. Une journée qui sera ainsi l'occasion de mieux cerner les mesures précises et spéciales prises dans cette nouvelle loi, ainsi que ses nombreuses révolutions et réformes fiscales, où une place de choix a été accordée à la recherche et au développement ainsi qu'aux transferts de technologies.

H. S. A.

SOUS-RIRE

Azeddine Mihoubi quitte la vie politique !

